



AMO

Atouts Jeunes

RAPPORT D'ACTIVITÉ

— 2016 —

Contact

Atouts Jeunes AMO
Avenue du Karreveld 26
1080 Bruxelles
02/410 93 84
0493/25 90 06
info@atoutsjeunes.org
www.atoutsjeunes.org

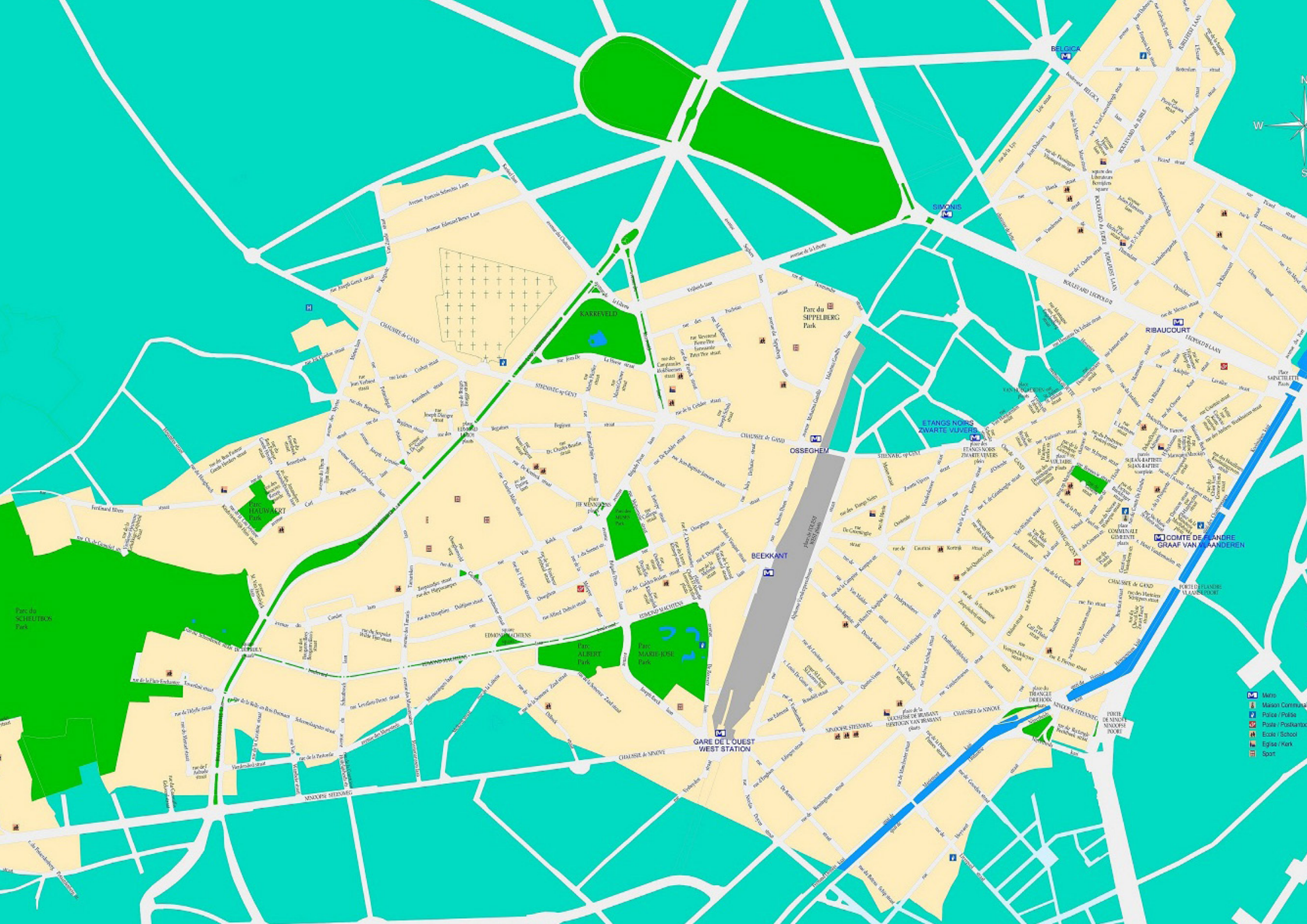
Accréditation

Rédaction : Anissa Almourabit, Assetou Elabo, Camille Devaux, Farah Sellassi, Jonathan Carreyn, Nicolas Gruber, Simon Minlend.

Mise en page : Jonathan Carreyn

Photos : Anissa Almourabit, Assetou Elabo, Camille Devaux, Farah Sellassi, Jonathan Carreyn, Simon Minlend

Éditeur responsable : Fatima Zaitouni



-  Metro
-  Maison Commune
-  Police / Police
-  Poste / Postkantoor
-  Ecole / School
-  Eglise / Kerk
-  Sport



BELGIË

SIMONIS

OSSEGHEM

BEEKKANT

GARE DE L'OUEST
WEST STATION

COMTE DE FANDRE
GRAAF VAN WAANDEREN

ETANGS NOIRS
ZWARTE VJVERS

Parc du
SIPPELBERG
Park

Parc
ALBERT
Park

Parc
MARIE-ROSE
Park

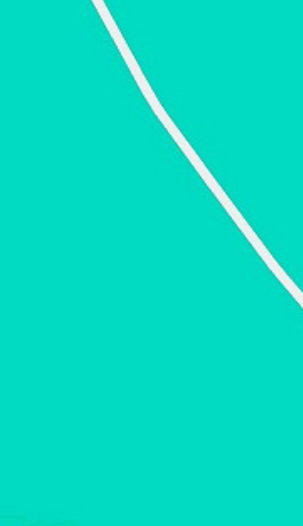
Parc
EDMOND MOCHENS

Parc
JF MENNESSIER

Parc
KARREVILLE



Parc du
SCHIEBROUX
Park



SOMMAIRE

1

L'AMO

2

DIAGNOSTIC

3

PROJETS

4

RÉSEAUX

5

PERSPECTIVES



INTRODUCTION

En 2016, il y a eu les attentats, la radicalisation, le diagnostic.

Dans le diagnostic nous avons analysé la promotion sociale à l'épreuve de l'alphabétisation, de la mobilité, de la mixité, de la scolarité, de l'occupation de l'espace public et de l'autodétermination de la vie affective, relationnelle et sexuelle.

Les constats qui apparaissent dans le diagnostic sont faits sur fond de crise économique et de crise des valeurs, crise qui a été accentuée par les attentats en 2015 et 2016 ainsi que par les mesures sécuritaires qui ont été mises en place.

De plus, les faits que nous observons se situent à Molenbeek-Saint-Jean, commune qui a été décriée dans les médias comme étant l'épicentre même du terrorisme islamique.

Il en est d'autant plus important pour nous, de souligner que ce qui ressort de

l'analyse est que la pauvreté et un accès limité et partiel au savoir restent comme il y a 50 ans, comme il y a 20 ans, comme il y a 3 ans, les causes principales de troubles sociaux profonds.

Les constats que nous ferons ne sont donc pas nouveaux. Néanmoins, ils découlent de notre vécu sur le terrain. Par conséquent, ils fondent notre action.

Le diagnostic 2016 nous a permis de confirmer les actions mises en place, et notre désir de poursuivre sur le chemin de l'émancipation des jeunes et de leurs familles comme nous le verrons dans la suite.

L'AMO ATOUTS JEUNES

Notre travail s'articule sur deux axes :

- L'aide individuelle
- L'action communautaire

Et il se définit selon trois méthodes :

- Un travail de rue dans les parcs et l'espace public
- Un travail de réseau avec les associations œuvrant sur le territoire
- Un travail avec les écoles

Nous intervenons de manière non contraignante et en dehors de tout mandat.

Les services que nous proposons sont gratuits.

L'aide est dispensée en dehors de toute considération idéologique, politique, philosophique ou religieuse.

Nous mettons en pratique le cadre législatif qui régit l'Aide à la Jeunesse :

- Le décret du 4 mars 1991 relatif à l'aide à la jeunesse
- l'arrêté de mars 1999 et ses modifications
- le code de déontologie de l'Aide à la Jeunesse

LA VIE DE L'ASSOCIATION

Cette année, notre équipe a gonflé d'un emploi convention de premier emploi, animateur A3. Nous avons également pu nous associer un emploi mi-temps Maribel éducateur A1.

Comme pour le rapport 2015, nous faisons le choix de lister, en plus de l'équipe pédagogique, les stagiaires et les nombreux bénévoles qui participent à notre projet pédagogique ainsi que les membres du conseil d'Administration et les membres de l'Assemblée Générale. Tout simplement parce que sans ce soutien supplémentaire, il nous serait impossible de maintenir toutes les actions qui ont été mises en place

en 2016 en gardant une qualité d'accompagnement appropriée.

Par volonté d'améliorer nos actions menées au quotidien, nous travaillons également, de manière plus privilégiée en partenariat avec de nombreux acteurs de terrains.

ADMINISTRATEURS ET MEMBRES DE 'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE

Présidente	Fatima Zaitouni
Administrateurs	Catherine Hellemans Chrystelle Verhoest Jean-Yves Kitantou Serge Struman
Membres associés	Laszlo Mechler Sabine Vanbuggenhout Julie Baivier Xavier Briké Gaëtan Wouters Aimée Tshilemba Mounia Barbana



ÉQUIPE

Équipe pédagogique

Assetou Elabo : Directrice

Anissa Almourabit: Criminologue

Camille Devaux : Psychologue

Farah Sellassi : Animatrice

Jonathan Carreyn : Assistant social

Simon Minlend : Éducateur spécialisé

Xavier Ruelle : Anthropologue

Stagiaires

Asmaa Riffi Temsamani : stage en 3^{ème} année en assistant social à l'Institut Supérieur de Formation et de Communication

Angèle Kalonji Tshimbu : stage en 2^{ème} année assistante sociale de la Haute Ecole Libre de Bruxelles.

Ayla Kiran : stage en 3^{ème} année assistante sociale de l'Institut d'Enseignement Supérieur Social et Sciences de l'Information et Documentation.

Elif Güclü : stage d'observation en 6^{ème} secondaire en Techniques sociales du Centre Scolaire des Dames de Marie

Melissa Rodriguez : stage en 2^{ème} année assistante sociale de la Haute Ecole Libre de Bruxelles.

Nene Bah : stage en transition professionnelle en assistante administrative

Nicolas Gruber : stage en 3^{ème} année assistant social à l'Institut d'enseignement supérieur social et sciences de l'information et documentation

Younes Daby : stage en 5^{ème} secondaire en Technique d'animation de l'Institut des Ursulines

Entretien des locaux

Soubiha Maagtoug : ALE

Bénévoles

Secrétariat administratif

Hanane Zerrad

Coaching scolaire

Désiré Momo

Feussoh Rousseau Ntolale

Ismaël Baddaoui

Laïla Baddaoui

Manoua Hamzaoui

Marc Elabo

Yusra Ben Saddik

Soutien à la parentalité

Aïcha Sahel : accompagnement

Fatima Rhofir : accompagnement

Jo Buyl : animation cours de français

Accueil Ouvert

Rahma Ben Ali,

Yusra Nhairy

Isabelle Lourenco

Nawel Aouragh

Ibrahim Aouragh

Sabah Bohlala

Khadija Bojallab



LES FORMATIONS

Certains membres de l'équipe ont suivi une formation individuelle telle que :

Synergie : Formation de base pour les travailleurs assurant des fonctions éducatives et psychosociales

FLORA ASBL : «Comment éveiller/entretenir la motivation des personnes accompagnées? »,

SEFOP ASBL : «Autre en-jeu», utiliser les jeux coopératifs et de sensibilisation,

Ligue de l'enseignement : Formation sur l'écoute active

D'autres ont participé à des colloques :

FLCPCF : Vie affective et sexuelle 2.0.

L'ensemble de l'équipe a suivi une supervision :

Laszlo Mechler : « Outils de l'analyse transactionnelle »

Ensemble avec les jeunes, nous avons suivi une formation en premiers soins et en communication, et non avons eu un WE de supervision de projet.

NOS PARTENAIRES

BADJE ASBL: Accueil Ouvert

Bibliothèque de Molenbeek : Accueil Ouvert

Bouldeneige ASBL : Accueil Ouvert et sensibilisation relais à la Gare de l'Ouest

Bruxelles Boxe Academy (BBA) : Accueil Ouvert

GasMoLegume : collectif de la Maison des Habitants.

InforJeunes : Campagne Marguerite

Lire et écrire ASBL : collectif de la Maison des Habitants

Le Hall des Sport : Accueil Ouvert

Molenbabbel ASBL : collectif de la Maison des Habitants

MolenBesace ASBL : collectif de la Maison des Habitants

Promo Jeunes : La rentrée, faut y penser

Pas de Côté ASBL : collectif de la Maison des Habitants

STIB : le travail des relais à la Gare de l'Ouest

LES : Relais à la Gare de l'Ouest

BRAVVO : Relais à la Gare de l'Ouest

NOS FINANCEURS



DIAGNOSTIC SOCIAL

PROMOTION SOCIALE À L'ÉPREUVE DE L'ALPHABÉTISME, LA MIXITÉ ET LA MOBILITÉ

Ces trois années de travail au sein de l'ASBL nous ont permis de faire émerger quelques constats en lien avec notre travail avec les parents fréquentant l'ASBL et ce via divers projets. Qu'il s'agisse du projet parents avec l'offre de cours d'alphabétisation et d'activités d'appropriation ou des autres projets où nous sommes en contact de près ou de loin avec les parents : trois constats ont émergé et se vérifient sur nos différentes actions.

Il s'agira donc ici de mettre en lumière ces différents phénomènes et de les croiser avec d'autres sources pour étayer nos propos.

Notre premier constat révélera l'importance du taux d'illettrisme voire d'analphabétisme des parents fréquentant notre ASBL. Nous prendrons donc soin de décrire notre public et de distinguer la population analphabète de celle illettrée. Il sera également question de revenir sur le statut socioprofessionnel des différentes personnes composant notre public.

Le deuxième constat mettra en évidence le manque de mobilité de notre public et de connaissance de la ville et ce qui l'entoure. Ceci peut être mis en lien avec la situation précaire dans laquelle il vit ou survit. Nous verrons également dans le point Hommes/Femmes le manque de mobilité qui est mis en parallèle avec le genre.

Le troisième constat se penchera sur le manque de mixité visible au sein de notre public. Qu'il s'agisse de mixité sociale, culturelle ou de genre, nous constatons qu'elles font défaut.

Nous attirons l'attention sur le fait que ces cinq phénomènes sont reliés et interagissent. Les uns ont effet sur les autres. Par ailleurs, nous pouvons postuler que certains phénomènes nous échappent et nous dépassent. En l'occurrence, la vision qui sera analysée, ici, est un regard de ce qu'il s'est passé dans notre ASBL pendant ces trois années. Ce n'est donc pas un regard exhaustif d'une situation sociale donnée.

ANALPHABÉTISME : UN PUBLIC PEU SCOLARISÉ

Avant de revenir sur le phénomène d'analphabétisme, il nous semble judicieux de définir ce que nous entendons par analphabétisme et illettrisme. Pour ce faire, nous reprendrons la définition de Lire et Ecrire :

« On distingue généralement :

- L'analphabète comme étant une personne n'ayant jamais été en contact avec l'écrit, n'ayant jamais été à l'école.
- L'analphabète fonctionnel comme étant, selon la définition de l'Unesco de 1958, une personne incapable de lire et d'écrire, en le comprenant, un exposé bref et simple de faits en rapport avec la vie quotidienne. Le plus souvent, cette personne a été à l'école sans pour autant y avoir acquis ces savoirs de base. Le terme « illettré », utilisé en France, peut être considéré comme synonyme d'analphabète fonctionnel. »¹

Notre public, fréquentant exclusivement les cours d'alphabétisation (une classe d'alpha FLE et une classe de FLE de base) et les activités d'appropriation, est constitué de 26 apprenants, tous niveaux confondus, sans compter ceux que nous devons quotidiennement refuser pour manque de place. Sur ces 26 apprenants, 14 peuvent être considérés comme illettrés au regard de la définition ci-dessus et 10 comme analphabètes n'ayant jamais eu l'occasion d'aller sur les bancs de l'école dans leur pays d'origine. Les deux apprenants restants n'ont pas souhaité donner certaines informations.²

Par ailleurs, aucun des 26 apprenants n'est né en Belgique. Deux personnes parmi le groupe ont acquis la nationalité belge. Pour le reste, 22 des apprenants ont la nationalité marocaine, un dispose de la nationalité libanaise et le dernier de la nationalité ouzbek.

Cette proportion d'immigrés reflète l'image de la commune. En effet, le rapport 2016 de l'Observatoire de la Santé et du Social de Bruxelles et l'Institut Bruxellois

1 LIRE ET ECRIRE, « Guide de Questions sur l'alphabétisation – Réponses aux 61 questions les plus fréquentes », sur <http://www.lire-et-ecrire.be/Questions-frequentes>, consulté le 16 février 2017.

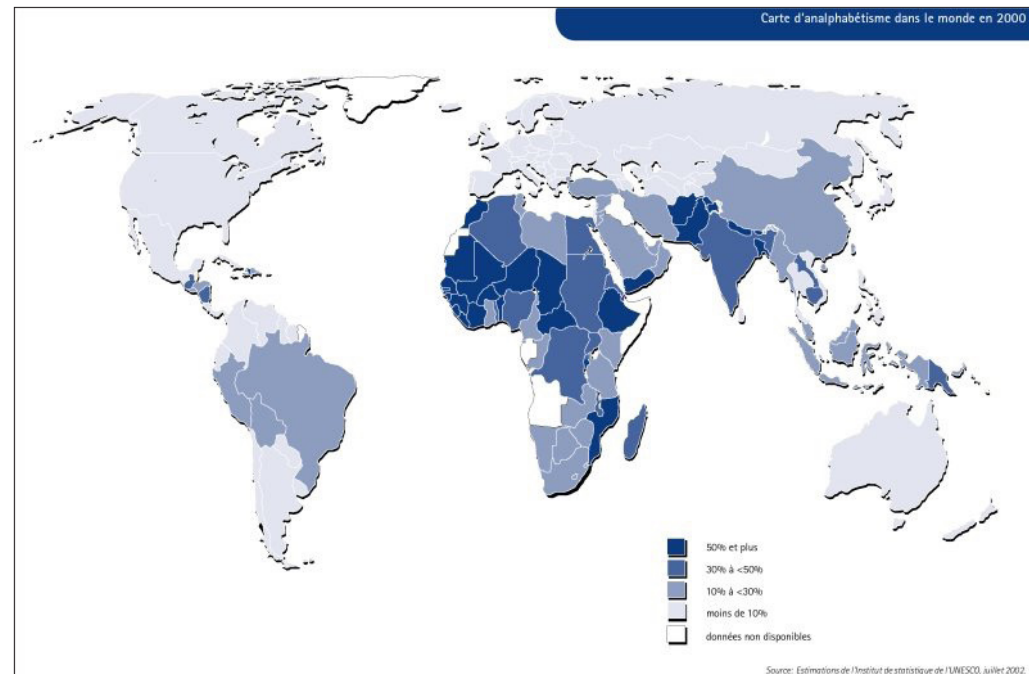
2 Notre listing reprenant les 26 apprenants manque parfois d'informations, car deux personnes n'ont pas souhaité divulguer certaines informations.

de Statistique et d'Analyse (IBSA) indique qu' « à Molenbeek-Saint-Jean, 28 % de la population est de nationalité étrangère, un pourcentage légèrement inférieur à la moyenne régionale. »³

En ce qui concerne la proportion de Marocains dans la commune, le rapport révèle que « les ressortissants de pays d'Afrique du Nord sont nombreux dans la commune, tout comme – mais dans une moindre mesure – les ressortissants de pays d'Afrique Subsaharienne. Parmi les personnes de nationalité étrangère, les Marocains sont les plus représentés à Molenbeek-Saint-Jean en 2015. Leur présence reste importante en dépit de la baisse significative de leur nombre observée au cours des dix dernières années. Cela peut s'expliquer par différents facteurs comme la naturalisation et l'acquisition de la nationalité belge à la naissance, ou le fait qu'ils quittent la commune pour s'installer ailleurs. »⁴

Pour en revenir à l'analphabétisme, nous constatons que près de deux tiers de notre public participant au cours d'alpha sont marocains. Parmi ces deux tiers, dans une part plus ou moins égale, une partie est considérée comme analphabète et l'autre comme illettrée. Il est à noter que dans la part de personnes illettrées, l'unanimité déclare ne pas avoir été au-delà de la 4^{ème} primaire au Maroc.

Retenons que selon l'Agence nationale de lutte contre l'analphabétisme (ANLCA) au Maroc « environ 10 millions de Marocains, soit près d'un tiers de la population du royaume, sont toujours analphabètes. »⁵



L'analphabétisme dans le monde d'après l'[UNESCO \(2000\)](#)

Comme nous pouvons le remarquer sur cette carte qui illustre l'analphabétisme dans le monde en 2000, les pays industrialisés sont beaucoup moins touchés par le phénomène. Les pays du Sud, quant à eux, le sont beaucoup plus.

En outre, le taux d'analphabétisme et illettrisme est donc expliqué en majeure partie par l'absence de scolarité de notre public. Certains expliquent qu'ils se trouvaient dans des zones isolées où il n'y avait pas d'école. D'autres, représentant les principales forces de travail de la famille, ne pouvaient se permettre d'y aller. Ces constatations sont également corroborées par les analyses de Lire et Ecrire :

³ INSTITUT BRUXELLOIS DE STATISTIQUE ET D'ANALYSE ET OBSERVATOIRE DE LA SANTE ET DU SOCIAL DE BRUXELLES-CAPITALE (Commission communautaire commune), *Zoom sur les communes : Molenbeek-Saint-Jean*, Bruxelles, 2016, PP.47.

⁴ INSTITUT BRUXELLOIS DE STATISTIQUE ET D'ANALYSE ET OBSERVATOIRE DE LA SANTE ET DU SOCIAL DE BRUXELLES-CAPITALE (Commission communautaire commune), *Zoom sur les communes : Molenbeek-Saint-Jean*, Bruxelles, 2016, PP.47.

⁵ LE MONDE, « Maroc : Près d'un tiers de la population toujours analphabète », Le Monde, sur http://www.lemonde.fr/afrique/article/2015/09/08/maroc-pres-d-un-tiers-de-la-population-toujours-analphabete_4748519_3212.html, consulté le 16 février 2017.

« Il y a, bien sûr, tous ceux qui n'ont pas eu de scolarité – ou une scolarité écourtée. Parce qu'il n'y avait pas d'école, qu'elle était trop loin, trop chère, réservée aux garçons. Parce que le travail des enfants était une nécessité pour la survie familiale. C'est majoritairement le cas des migrants des pays du Sud. C'est aussi le cas de nombreuses personnes belges d'origine qui ont aussi dû travailler dès leur plus jeune âge. »⁶

De plus, un autre phénomène est apparent, parmi les apprenants, nous retrouvons 5 hommes et 21 femmes. Il va de soi que l'analphabétisme touche de manière inégale les hommes et les femmes. En effet, « chez nous comme ailleurs, l'analphabétisme touche surtout les femmes »⁷.

En conclusion, à notre échelle de quartier, nous faisons quelques constats identiques à ceux faits à l'échelle du pays voire du monde entier. L'analphabétisme reste un phénomène très présent même si diverses mesures sont mises en place pour l'endiguer.

Certaines populations sont davantage touchées par le phénomène notamment les immigrés. Et dans la même logique, les femmes le sont également plus que les hommes. L'analphabétisme et l'illettrisme ont différentes répercussions sur le public notamment la fragilisation à plusieurs niveaux. La pauvreté semble être simultanément une cause et une conséquence de l'analphabétisme. Nous recensons dans notre public, 15 femmes sans revenu personnel, 5 personnes disposant d'un revenu d'intégration sociale, 2 apprenants perçoivent une allocation de chômage, 1 apprenante travaille quelques heures en tant qu'aide-ménagère et 1 apprenant est en situation irrégulière.

Ces familles ne disposent bien souvent que d'un revenu par famille. Les études faites sur Molenbeek mettent également en avant le fait que « le taux de chômage (total et de longue durée) est beaucoup plus important à Molenbeek-Saint-Jean qu'au niveau de la Région, tant pour les hommes que pour les femmes »⁸ et que « le taux d'emploi est nettement inférieur à Molenbeek-Saint-Jean qu'au niveau

6 COMMUNAUTE FRANCAISE, « Fiche relais : Quelles sont les causes de l'analphabétisme », sur http://communaute-francaise.lire-et-ecrire.be/images/documents/pdf/relais_alpha/lee_fiche3.pdf, consulté le 15 février 2017.

7 FAPEO, *Pouvez-vous lire ce titre ? Le problème de l'analphabétisme*, Bruxelles, 2011, PP 12.

8 INSTITUT BRUXELLOIS DE STATISTIQUE ET D'ANALYSE ET OBSERVATOIRE DE LA SANTE ET DU SOCIAL DE BRUXELLES-CAPITALE (Commission communautaire commune), *Zoom sur les communes : Molenbeek-Saint-Jean*, Bruxelles, 2016, PP.47.

régional, en particulier pour les femmes. »⁹

Il est à noter que « le profil des demandeurs d'emploi inoccupés diffère sensiblement à Molenbeek-Saint-Jean et au niveau de la Région, ce qui peut contribuer à expliquer le taux de chômage plus élevé au sein de la commune. »¹⁰

« De manière générale, le pourcentage de la population qui vit avec une allocation de chômage, une indemnité d'invalidité ou une allocation d'aide sociale est plus important à Molenbeek-Saint-Jean qu'à l'échelle de la Région bruxelloise. »¹¹ La répartition dans la commune est la suivante :

« Parmi la population molenbeekoise d'âge actif (18-64 ans), 8,5 % vit avec un revenu d'intégration sociale (RIS) ou équivalent (ERIS), 17 % avec une allocation de chômage, 4 % avec une indemnité d'invalidité et 2 % avec une allocation aux personnes handicapées. »¹²

Cette réalité, nous la voyons quotidiennement. Les familles que nous accueillons sont dans la majorité dans les cas décrits ci-dessus. Il existe donc un lien entre précarité et analphabétisme ou illettrisme.

Les difficultés dues à l'analphabétisme se font ressentir quotidiennement pendant nos permanences ou nos activités pour les adultes.

En effet, beaucoup de parents semblent perdus face à la scolarisation de leurs enfants et demandent notre aide, d'autres poussent la porte de l'ASBL pour demander une aide dans certaines démarches administratives (lecture d'un courrier, explication des remarques dans le journal de classe ou le bulletin, etc.).

C'est donc logiquement après avoir dressé ces constats et écouté les demandes du public, qu'en 2014, nous avons organisé des cours d'alphabétisation. Ces cours s'inscrivent dans notre projet de soutien à la parentalité et visent à développer l'autonomie des apprenants et leur permettre de s'émanciper. Nous poursuivons le but d'améliorer leur insertion sociale et professionnelle et le suivi scolaire de leurs enfants.

Durant ces trois dernières années, nous avons pu leur faire découvrir les richesses de

9 *Ibidem.*

10 *Ibidem.*

11 *Ibidem.*

12 *Ibidem.*

la langue française, mais également celle du pays. Nous continuerons dans le même esprit et nous souhaitons continuer nos débats mensuels sur différentes thématiques telles que la scolarité, le rôle de l'homme et de la femme dans l'éducation et/ou dans l'accès aux ressources, l'alimentation, la citoyenneté, etc. Il s'agira également de continuer à investir la ville. En effet, pour de nombreux apprenants, Molenbeek reste la référence, ils sortent très peu de la commune. Nous privilégions donc des sorties et des visites culturelles. Cette année, nous avons pu visiter la ville de Namur et sa citadelle, la Fonderie, le musée Magritte, etc.

MANQUE DE MOBILITÉ

Nous constatons quotidiennement que le public fréquentant l'ASBL se déplace peu ou lorsqu'il se déplace, il se limite à parcourir la commune. Ce constat est à mettre en lien notamment avec l'analphabétisme et la méconnaissance de la langue française. En effet, comme le relate l'ASBL Vivre Ensemble, « lire un plan, repérer le bon bus ou la bonne ligne de métro, lire les noms des rues, demander son chemin... ce qui est évident pour beaucoup est un vrai défi pour d'autres, notamment ceux qui ne maîtrisent pas la lecture ou la langue du pays où ils vivent. Cela demande une certaine confiance en-soi qui manque à beaucoup de personnes en situation de pauvreté. »¹³

Ces personnes vont donc limiter leurs activités et développent quelques points de repère dans la commune tels que le marché du jeudi de la Place communale, les supermarchés, la chaussée de Gand, l'administration communale, etc. Lorsque nous devons nous déplacer, il est très compliqué de donner un rendez-vous directement au lieu convenu. Nous prenons le temps de nous donner rendez-vous à un endroit qu'ils connaissent et nous les accompagnons une première fois et nous les encourageons à le faire seul la prochaine fois.

En outre, pour certains, sortir de Molenbeek paraît difficilement envisageable surtout par exemple après les attentats de mars 2016, où la peur d'être agressé se faisait très présente. Cette peur était l'apanage des femmes qui avaient peur d'être stigmatisées en tant que personnes voilées. Il nous a donc fallu également travailler sur cette question et distinguer les rumeurs des faits réels, car beaucoup avaient entendu que des criminels s'attaquaient aux femmes voilées. Il nous paraissait donc primordial de contextualiser les faits et de prendre le temps de discuter sur leur sentiment d'insécurité et l'insécurité réelle.

13 V. NEYCKEN ; I.FRANCK (Vivre Ensemble Education) « Bouger dans la ville, bouger dans sa vie », sur https://vivre-ensemble.be/IMG/pdf/2010-12_mobiliteA4.pdf, consulté le 17 février 2017.

Par ailleurs, dans une société où « la liberté globale de mouvement est synonyme de promotion sociale, de progrès et de succès, alors que l'immobilité distille la puanteur de la défaite, de la vie ratée, de l'abandon à un triste sort »¹⁴, nous avons mis un point d'honneur à organiser plusieurs sorties pour mieux connaître Bruxelles, mais également ce qui l'entoure. Il est important pour nous de faire déplacer ce public, car nous constatons son isolement et de lui faire connaître les richesses de la ville pour découvrir l'Autre sous toutes ses formes. La rencontre « permet la déconstruction de l'imaginaire, alors que l'imaginaire charge de surplus symbolique l'insécurité. La rencontre démystifie (les rumeurs sont des murs très hauts), on rencontre le produit de notre construction stéréotypée ». ¹⁵

Dans ce cadre, ces trois années ont été riches de rencontres et de découvertes. Les villes de Liège, Namur et Anvers ont été visitées. Nous avons organisé différentes tables de conversation et de sensibilisation sur les médias, le brossage des dents, les limites de l'enfant, l'alimentation, les rôles de l'homme et de la femme, le tri des déchets, etc. Nous avons également visité le planning familial du Karreveld, le CPAS, l'ONE, la ludothèque, etc. Pour mieux connaître l'histoire de la Belgique, nous avons organisé une visite à la Fonderie, le Musée du chocolat, le Musée Magritte, etc.

En organisant ces activités, nous tentons d'une part d'ouvrir le quartier vers d'autres horizons et d'autre part d'autonomiser notre public, qui est en grande partie dépendant d'une tierce personne pour visiter et découvrir le monde qui l'entoure. En atténuant ces freins (peur de sortir du quartier, méconnaissance de la langue, etc.) à la mobilité, nous avons pu constater que certaines personnes parmi notre public prenaient peu à peu leur envol et confiance en leurs capacités. Ils retournent seuls à certains endroits comme la ludothèque ou l'ONE.

Nous envisageons de continuer sur notre lancée tout en poursuivant notre but d'autonomisation et d'émancipation via l'apprentissage du français, les activités d'appropriation qui visent à faire découvrir la ville et ses institutions, le vivre ensemble, la citoyenneté, etc.

14 C. NAGELS ; A. REA, *Jeunes à perpète. Génération à problèmes ou problème de générations ?*, 2007, Academia-Bruylant, Louvain-la-Neuve, Pp. 168.

15 INTER-ENVIRONNEMENT, Rapport « *Jeunes en ville, Bruxelles à dos ?* », sur <http://www.ieb.be/IMG/pdf/jeunesenville-bruxellesados.pdf>, consulté le 16 février 2017.

MANQUE DE MIXITÉ

Nous observons dans nos activités en général qu'il y a un manque de mixité tant sociale que de genre.

Comme nous l'avons dit au point sur l'analphabétisme, notre public est majoritairement composé de femmes. Elles sont une quinzaine à ne disposer d'aucun revenu et dépendent donc financièrement de leur mari. Le reste bénéficie des allocations soit de chômage soit du CPAS.

Nous constatons clairement un manque de mixité sociale au sein de nos activités. Cette distance sociale alimente le sentiment d'une fracture dans la société. Il y a Nous et les Autres. « La méconnaissance réciproque est un terreau fertile pour les préjugés et les stéréotypes. »¹⁶

En outre, la séparation « accentue les inégalités en renforçant la méconnaissance de l'autre et en fermant des portes aux moins favorisés. La ségrégation, géographique et scolaire notamment, approfondit les inégalités en termes de mobilité, d'accès au patrimoine culturel, d'accès aux possibilités qu'offre la société. »¹⁷

Ces constats sont vérifiés quotidiennement sur le terrain. En effet, notre public souffre d'une marginalisation. Ses possibilités sont limitées par ses ressources culturelles, intellectuelles et financières.

D'après le rapport « Socio-Economic Segregation in European Capital Cities », des chercheurs ont étudié l'évolution de la ségrégation sociale entre 2001 et 2011 dans 12 capitales européennes. Il en ressort que la séparation géographique qui existe entre les franges de la société « favorise l'incompréhension et les troubles sociaux. Ils estiment également que la ségrégation sociale affaiblit la compétitivité. Les quartiers désertés par les personnes plus aisées sont en effet plus sensibles aux troubles sociaux et donc moins attractifs pour les entreprises. Aussi, les auteurs de l'étude estiment-ils qu'il faut éviter ces extrêmes en investissant dans l'enseignement

16 VIVRE ENSEMBLE EDUCATION, « *Mixité sociale : L'imposer ou la réinventer ?* », sur https://vivre-ensemble.be/IMG/pdf/2015-08-mixite_imposee_ou_reinventee.pdf, consulté le 17 février 2017.

17 VIVRE ENSEMBLE EDUCATION, « *Mixité sociale : L'imposer ou la réinventer ?* », sur https://vivre-ensemble.be/IMG/pdf/2015-08-mixite_imposee_ou_reinventee.pdf, consulté le 17 février 2017.

et la mobilité sociale. »¹⁸

C'est là où notre travail prend tout son sens, notre but étant de donner au public les moyens de prendre une part active dans la société et donc d'amoindrir cette séparation géographique, mais également sociale.

Par ailleurs, nous observons également l'absence de mixité de genre. Les activités que nous organisons (cours d'alphabétisation et activités de rencontres et de découvertes) ont naturellement attiré les femmes et un espace exclusivement féminin s'est créé. Pour pallier le manque de mixité, cette année, nous avons revu nos règles d'inscription et les cours sont devenus effectivement mixtes. C'est ainsi que nous avons vu un changement dans le profil de notre public. Certaines femmes ont déserté les activités et d'autres étaient très réticentes à l'arrivée des hommes, mais ont continué à venir. C'est avec ces dernières que nous avons entamé des discussions sur l'apport des cours de français et des activités dans leur vie quotidienne et l'impact que pouvait avoir la présence des hommes sur leur apprentissage. Après maintes discussions, certaines ont accepté les changements même si encore maintenant, il est parfois difficile d'emprunter les transports publics ou de marcher tous ensemble. Naturellement, les femmes marchent entre elles et les hommes suivent quelques mètres derrière.

Certaines femmes viennent aux cours de français, mais ne souhaitent pas venir aux activités d'appropriation, car elles sont mixtes. Nous essayons de travailler cette question pour les encourager à venir. Certaines estiment ne pas être à l'aise en la présence d'hommes et ne parviennent pas à s'exprimer.

En conclusion, nous sommes satisfaits des changements opérés et de leurs impacts sur notre public. Nous sommes passés d'un public exclusivement féminin à un public mixte qui participe aux activités et qui rit ensemble. Après 5 mois, nous constatons qu'il y a un groupe soudé qui prend plaisir à participer aux activités que nous proposons même si certaines femmes n'y participent pas.

Nous déplorons également le manque de mixité culturelle dans nos activités. En effet, la majorité des apprenants est marocaine. Ceci est également le reflet de la population qui compose la commune. Par ailleurs, cette année, nous avons accueilli 5 personnes avec des nationalités différentes. Seules trois d'entre elles sont régulières. Petit à petit, nous voyons une évolution.

18 LE VIF, « *Les pauvres et les riches vivent dans des quartiers de plus en plus éloignés* », sur http://www.levif.be/actualite/international/les-pauvres-et-les-riches-vivent-dans-des-quartiers-de-plus-en-plus-eloignes/article-normal-417105.html?utm_source=facebook, consulté le 20 février 2017.

En outre, la distance sociale entre hommes et femmes s'atténue et nous pouvons enrichir nos débats et sensibilisations par le point de vue des hommes. Il en résulte des discussions intéressantes pour les uns comme pour les autres.

Nous souhaitons continuer nos cours d'alphabétisation et activités d'appropriation en ayant au moins quelques hommes pour réduire les incompréhensions qui existent entre les deux sexes. Quant à la mixité sociale, il semble qu'elle soit difficilement envisageable. En effet, les cours d'alphabétisation dans notre quartier attirent de facto une certaine frange de la société, qui est précarisée. Par ailleurs, nous prenons la peine d'aller à la rencontre d'autres structures et d'apprendre la vie citoyenne pour réduire cette distance sociale et culturelle.

LA PROMOTION SOCIALE À L'ÉPREUVE DE LA SCOLARITÉ

REPLI DES ÉCOLES : LES FAMILLES POPULAIRES, PREMIÈRES À EN SOUFFRIR

Nous sortons d'une année 2016 particulièrement sombre, rythmée par une série d'attentats qui toucha notre pays. Les conséquences mises en lumière par les médias suivant des analyses par moments grossières, furent nombreuses. Perte de fréquentation des lieux publics, touristes moins présents, commerces qui ferment, etc. Mais, dans notre AMO, ce que nous observons aussi c'est le fait que par cette méfiance et cette montée du sécuritaire à tout prix, les écoles (déjà relativement renfermées sur elles-mêmes avant les attentats) se sont repliées très fortement. Recrudescence de la méfiance des acteurs de l'école envers les quartiers avoisinants ou fermeture des écoles pour qu'elles ne soient plus accessibles que pour l'accueil et le départ des enfants.

Ces règles existaient déjà dans certaines écoles, mais furent quasi généralisées partout sur Bruxelles. Elles eurent leur lot de conséquences inattendues.

Nous prendrons comme exemple cette famille qui nous raconte que son enfant est resté seul sur le pas de la porte pendant la première heure de cours. Ou cet autre enfant qui a été sommé de rentrer chez lui, car les portes étaient déjà fermées.

Tant de situations qui nous laissent perplexes quant à la direction que prend notre société actuellement.

Ce que nous observons aussi c'est que via ce type de décisions, l'école est de plus en plus inaccessible pour les familles, créant un fossé de plus en plus grandissant entre ces acteurs. Lors de notre diagnostic de 2014, nous tenions déjà un discours de ce type en disant que les relations interpersonnelles entre l'école, les jeunes et les familles allaient être de plus en plus complexes à gérer. En effet, si les parents ne peuvent pas ou plus communiquer avec l'école quand ça va mal, les problèmes risquent de grandir de plus en plus. Pour les familles aisées, elles peuvent encore

disposer d'autres ressources pour régler ces problèmes, mais pour les familles de milieux plus défavorisés qui ont déjà un contact peu aisé avec l'école en général, cela peut être catastrophique.

« Pour comprendre pourquoi toutes les familles ne réagissent pas de la même manière à ces contraintes, il faut considérer non seulement les éléments objectifs tels que la position sociale et le capital culturel, mais aussi tout le subjectif, c'est-à-dire la manière dont la famille vit ces conditions de base, les relations qu'elle noue, les actes qu'elle pose, la façon dont elle voit le monde et en particulier l'école. »¹⁹

Bourdieu évoquait déjà dans les années 80, le concept de capital culturel. Ce concept peut être utilisé au niveau de l'école, à savoir que plus notre capital culturel familial est proche de celui de l'école plus il sera aisé pour cette famille de comprendre ces codes et de se les approprier.

Cependant, il n'y a pas que l'école et ses codes qui influencent les familles. La famille influence à son tour l'école, essentiellement par le biais de l'enfant, qui part à l'école chaque matin avec une disposition d'esprit et de corps façonnée par la famille. L'enfant joue ainsi entre l'école et la famille un rôle essentiel de transmetteur.²⁰

Or, dans le cas où les deux cultures (familiale et scolaire) sont très éloignées, cela peut créer de très grandes tensions, dans l'école et dans la famille. Nous sommes donc persuadés que pour que ça se passe mieux à l'école, avec les enseignants, dans la cour de récréation, mais aussi en famille, il y a travail à faire pour que tous ces acteurs qui gravitent autour des enfants, apprennent à se connaître, à se rencontrer, à partager, à créer ensemble.

Là où nous devons être clairement vigilants pour la suite, c'est que cette situation de « sécuritaire » et de « repli » ne vienne renforcer les stéréotypes qui attribuent les raisons des échecs scolaires à l'incompétence, voire à la « démission » des parents.

Bernard Lahire démonte ainsi le mythe de la démission parentale :

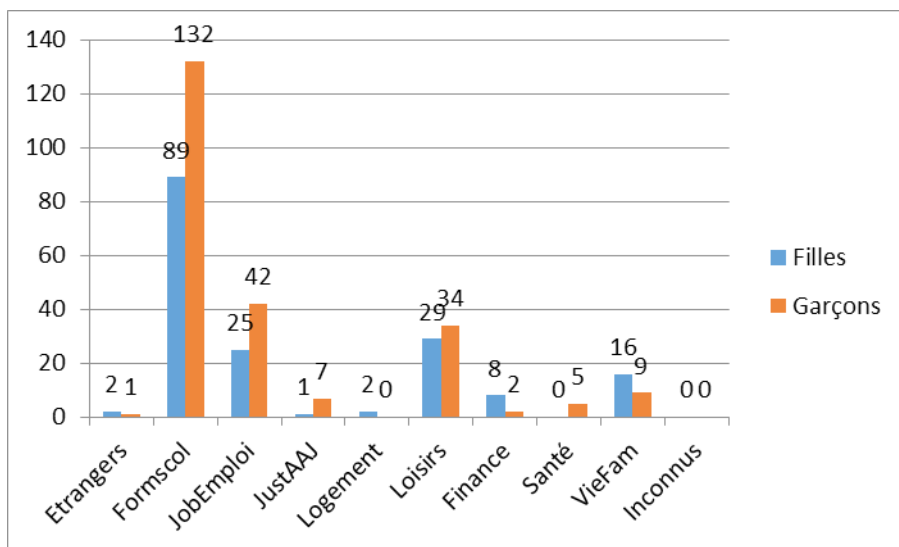
« Ce mythe est produit par les enseignants qui, ignorant les logiques des configurations familiales, déduisent à partir des comportements et des performances scolaires des élèves que les parents ne s'occupent pas de leurs enfants et laissent faire les choses sans intervenir. Notre travail fait clairement apparaître la profonde injustice interprétative qui est commise lorsqu'on évoque une 'démission' ou un

19 http://www.changement-egalite.be/IMG/pdf/Philippe_Perrenoud_.pdf

20 Idem

‘laisser-aller’ des parents. Presque tous ceux que nous avons interrogés, quelle que soit la situation scolaire de l’enfant, ont le sentiment que l’école est une chose importante et expriment l’espoir de voir leurs enfants ‘s’en sortir’ mieux qu’eux. Il est d’ailleurs important de souligner que les parents, en exprimant leurs vœux quant à l’avenir professionnel de leurs enfants, ont souvent tendance à se déconsidérer professionnellement, à ‘avouer’ l’indignité de leurs tâches : ils souhaitent pour leur progéniture un travail moins fatigant, moins sale, moins mal payé, plus valorisant que le leur .»²¹

Nous faisons exactement le même constat dans nos permanences et dans nos divers projets où nous touchons des parents. Aucun ne nous dit qu’il ne trouve pas l’école importante. La plupart nous disent cependant qu’ils mettent beaucoup d’espoirs dans la scolarisation, mais qu’ils la perçoivent avec beaucoup d’appréhension. Beaucoup, pour réduire ce stress ne demanderaient pas mieux de rencontrer plus systématiquement les acteurs de l’école, qu’on leur explique comment fonctionne l’enseignement en Belgique, qu’on leur fasse visiter les classes, qu’on leur explique le projet pédagogique, etc. En atteste aussi nos statistiques annuelles qui montrent que les questions liées à la scolarité sont les plus représentées dans notre AMO :²²



21 LAHIRE BERNARD, Tableaux de familles, Gallimard, Le Seuil, Paris, février 1995.

22 Rapport d'activité de l'AMO Atouts Jeunes 2015, <http://atoutsjeunes.org/spip.php?article39>

Au niveau de la scolarité, voici les 4 demandes les plus fréquentes qui reviennent sur les 3 ans avec en « fond » une demande d’informations concernant l’école :

- 1) Soutien scolaire
- 2) Orientation et changement d’école
- 3) Recours contre une délibération
- 4) Décrochage scolaire

Ces statistiques ont été renforcées par une étude de terrain²³ dans le cadre de notre travail de rue, visant à aller à la rencontre de notre public (jeunes, parents, acteurs sociaux) habitant ou travaillant sur notre zone d’action :



Nous nous rendons compte que ce lien avec les familles est de plus en plus mis à mal. Ce que nous remarquons cependant c’est que pour pallier à ce manque de contact avec les familles, l’école s’ouvrait plus aux associations, souvent pour que

23 Questionnaire Jeunes / parents de 17 jeunes et de 12 parents, réalisé par Nicolas Gruber, stagiaire de 3^{ème} année, assistant social, à l’IESSID, 2016.

nous puissions être le médiateur entre les parents, les jeunes et l'école. En témoigne les nombreuses sensibilisations et les nombreux projets que nous réalisons dans les écoles.

Nous sommes actuellement assez méfiants quant à ce type de démarches, lorsqu'elles ne sont pas prises dans un processus long incluant les différents acteurs qui gravitent au sein de l'école, même si nous sommes ravis de pouvoir rentrer plus régulièrement dans les écoles. Il est certain que les associations peuvent jouer un rôle pour améliorer le vivre ensemble dans l'école, pour les enseignants, les éducateurs, les jeunes et les parents, mais nous ne pourrons évidemment pas suppléer l'école dans toutes ses missions. À savoir que le législateur a prévu, par exemple, de développer chez les futurs instituteurs et régents le fait de :²⁴

- Mobiliser des connaissances en sciences humaines pour une juste interprétation des situations vécues en classe et autour de la classe et pour une meilleure adaptation aux publics scolaires.
- Entretenir avec l'institution, les collègues et les parents d'élèves des relations de partenariat efficaces.
- Développer les compétences relationnelles liées aux exigences de la profession.

Pour rappel, « Le rapport général sur la pauvreté avait déjà souligné la nécessité que la formation des enseignants aborde notamment les rapports qui s'établissent entre l'école et la pauvreté par une approche transdisciplinaire afin notamment de connaître les dynamiques et les forces de ce milieu, car c'est sur ces dynamismes que l'on pourra bâtir un vrai partenariat entre l'école et les parents des milieux défavorisés. »²⁵

Actuellement, nous pensons qu'il faut travailler sur plusieurs fronts pour assurer une « bonne » éducation et une « bonne » instruction pour les enfants. L'école ne peut pas être la seule à l'assumer, mais elle doit pouvoir s'ouvrir, comprendre la réalité que vivent certaines familles. Les associations comme la nôtre peuvent aider, accompagner, rendre plus facile le contact, mais nous sommes à un stade où personne ne peut se dédouaner de sa mission. Les familles ont aussi leur rôle à jouer : montrer qu'elles sont présentes, défendre leurs droits, se renseigner, aller à la rencontre des autres.

Malgré les apparences, les parents de milieu populaire essaient de s'intéresser à l'école. Ils pourraient mieux collaborer avec l'école si celle-ci faisait l'effort de ne pas les juger en fonction de leurs propres expériences et perceptions de la réalité.

LE SENS AU SAVOIR POUR LES JEUNES DE MILIEUX DÉFAVORISÉS :

« Pourquoi on me force à aller à l'école ? À quoi ça sert les maths ? À quoi ça me sert tout ce que j'apprends ? »

Quel est le sens des apprentissages ? C'est ce que nous demandent sans cesse les enfants, les jeunes scolarisés ou non que nous rencontrons dans le cadre de nos permanences, de notre travail de rue ou encore dans nos projets.

De plus en plus, nous nous accordons à dire au sein de l'AMO que le sens donné à l'apprentissage ainsi que le sens donné aux savoirs est mis à mal.

Apprendre est en fait un investissement sur le long terme qui ne produit souvent pas de résultats tout de suite. « Accumuler des connaissances permet dans le temps de construire un savoir, lequel est indispensable pour agir dans le monde.²⁶ »

Comment se fait-il qu'actuellement cet apprentissage soit de plus en plus difficile, et encore plus pour les familles issues des milieux défavorisés ?

Les enfants issus de milieux populaires sont éduqués avec un rapport au savoir différent, fondé prioritairement sur l'utilité des connaissances.²⁷ Le savoir y est souvent valorisé dans la mesure où il peut être réellement utilisé, sinon il constitue une perte de temps. De ce fait, dans les années 50/60, les jeunes pouvaient encore se dire que s'ils allaient à l'école c'était pour avoir un travail, car il y avait encore une réelle croissance économique importante.

Or, actuellement, avec le marché de l'emploi que nous connaissons, cet argument

24 Décret définissant la formation initiale des instituteurs et des régents (12-12-2000).

25 Rapport général sur la pauvreté, via <http://www.ufapec.be/files/files/famillespopulaires.pdf>

26 Alain Sotto & Varinia Oberto, *Donner l'envie d'apprendre, comment aider vos enfants à réussir à l'école*, Ixelles Editions, 2010.

27 Nico Hirtt, *Pourquoi sommes-nous les champions de l'inégalité scolaire?* Aped.

d'aller à l'école pour trouver un « bon » travail devient bancal, surtout pour les jeunes à faible niveau de qualification. Ceci crée une perte de sens d'aller à l'école si c'est un des seuls arguments que l'on a pour aller à l'école et y venir motivé. Et c'est là que le bât blesse. Il en résulte des soucis tant au niveau individuel (perte de motivations, décrochage scolaire, retard scolaire conséquent, etc.) tant au niveau collectif (dynamique de classe complexe, conflits au sein des écoles, etc.). Ces faits, nous les observons quasi quotidiennement durant nos permanences sociales ou de travail de rue ainsi que dans nos projets qui touchent à la scolarité.

Les classes sociales « supérieures » attribuent d'autres fonctions au savoir scolaire qui dépassent celles liées au travail ou au métier. Outre qu'il donne accès aux études de haut niveau, le savoir remplit également, ici, une fonction symbolique et une fonction politique : il est à la fois un signe d'appartenance sociale et un instrument de pouvoir.

Mais alors comment redonner sens aux savoirs pour les personnes des milieux défavorisés ?

Reconstruire un bon rapport au savoir et à l'école avec ces jeunes ne peut se faire qu'en revalorisant les autres fonctions du savoir (symboliques et politiques). Bernard Charlot, pédagogue et chercheur en sciences de l'éducation disait déjà en 82 ceci : « Réintégrer dans le champ du savoir les enfants du peuple en situation d'échec, c'est leur faire comprendre que le savoir est un enjeu social, qu'il est aussi leur problème en tant précisément qu'on les en exclut: cela vaut la peine de savoir, je peux, je dois, et non pas seulement en tant qu'individu développant ses potentialités intellectuelles, mais en tant que membre d'une classe sociale luttant contre l'oppression.²⁸»

Nous pensons qu'il est temps d'actionner la sonnette d'alarme à ce niveau-là, en atteste ces chiffres : sur une 20aine de jeunes qui fréquente notre projet de coaching scolaire, plus du ¾ nous font part du fait qu'ils n'aiment pas aller à l'école. Outre ces chiffres, c'est bien ce climat ambiant que nous observons en travaillant avec notre public.

Les chiffres publiés par l'AFEV en France (l'association de la fondation étudiante pour la ville), sont éloquentes et vont dans notre sens aussi, à savoir que : 73 % des enfants de quartiers populaires déclarent ne pas aimer l'école, et 36 % déclarent avoir mal au ventre avant d'aller à l'école.²⁹

28 CHARLOT B., *Je serai ouvrier comme papa, alors à quoi ça me sert d'apprendre ? Echec scolaire, démarche pédagogique et rapport social au savoir*, in *Quelles pratiques pour une autre école*, Casterman, 1982, p. 136.

29 Plurielles.fr : Adolescent démotivé à l'école : pourquoi ? Comment réagir ? Les solutions

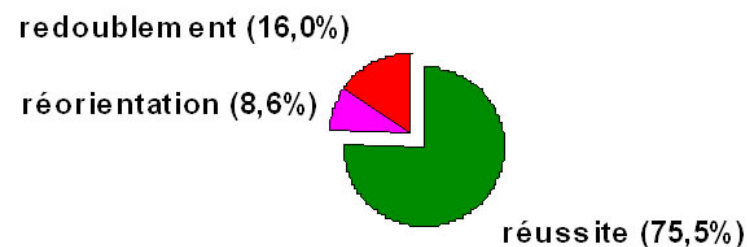
PARCOURS SCOLAIRES CHAOTIQUES :

Rien de nouveau à l'horizon, l'école ne parvient toujours pas à la réussite de tous. Nous faisons déjà ce constat dans notre dernier diagnostic. Malheureusement, l'échec scolaire est toujours bien présent, le redoublement et le décrochage sont là pour nous le rappeler chaque jour. En effet, dans nos statistiques, nous avons toujours autant de demandes ayant attiré à ces thématiques.

En attestent aussi les statistiques de la communauté française³⁰.

Taux de réussite moyen par année

Communauté française

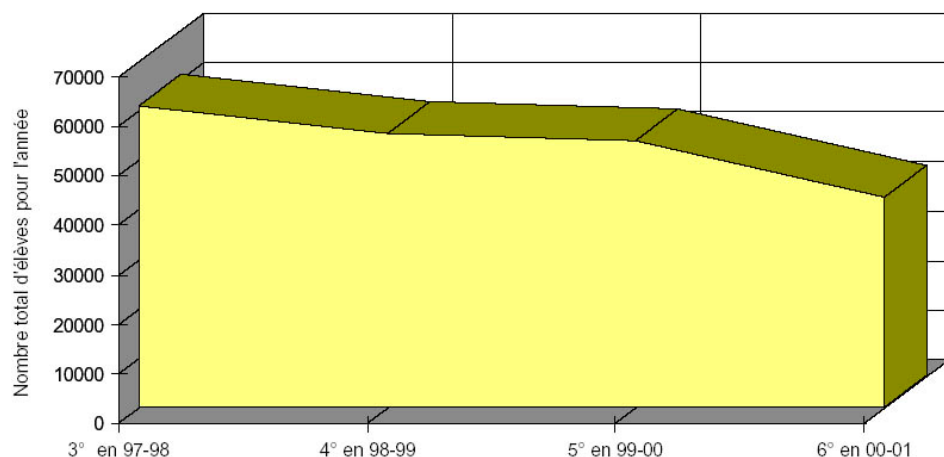


Le danger dans ce type de pédagogie dite de redoublement est que les élèves perdent la motivation, ne se sentent plus à la hauteur et finissent par abandonner l'école. Plusieurs sources, dont celles de la commission de l'éducation et de la formation, confirment cette crainte avec un taux d'abandon énorme. Entre la 3ème et la 5ème année du secondaire, il y a 30% des jeunes qui quittent l'école avant la fin du secondaire. Alors que l'obligation scolaire jusque 18 ans était censée viser une amélioration de l'instruction du public, on en voit actuellement ses limites.

30 <http://www.echecscolaire.be/index.php/l-echec-scolaire/dans-les-divers-pays/en-belgique-francophone/21-l-echec-scolaire-en-belgique-francophone>

Abandon scolaire

Perte d'élèves entre la 3^o et la 6^o année du secondaire



Conclusion : 30% de perte d'élèves

Ceci démontre dans les faits, le caractère démotivant de beaucoup de nos écoles, en contradiction avec le décret-mission qui dit que l'école doit « promouvoir la confiance en soi... »³¹

Souvent ces jeunes se retrouvent en ballottage dès le début du premier degré de l'enseignement secondaire. Avec de « faux » choix s'offrant à eux. Pour rappel, nous avons identifié plusieurs causes qui accentuent les inégalités et le décrochage scolaire au sein de notre A.M.O, défendues depuis par de plus en plus d'acteurs de terrain : la filiarisation précoce et non choisie ainsi que le redoublement.

3 ans ont passé depuis notre dernier diagnostic et depuis, l'émergence du pacte de l'excellence pour l'école a montré le bout de son nez, sous l'impulsion de Joëlle Milquet.³²

31 Décret Mission, http://www.galilex.cfwb.be/document/pdf/21557_019.pdf

32 Le pacte de l'excellence, c'est quoi ? <http://www.pactedexcellence.be/le-pacte-c-est-quoi/>

Dans les recommandations, on retrouve le fait de combattre la filiarisation en prolongeant la durée du « tronc commun » jusque 15 ans, en apportant à tous les élèves une solide formation générale et polytechnique, qui permettront aux jeunes de faire des choix réfléchis en ayant par exemple testé les options qui leur plaisent.

Pour aller plus loin, nous rappelons d'autres de nos recommandations à savoir :

- Combattre le redoublement en organisant de manière systématique l'encadrement individualisé des élèves en dehors des heures de « cours » dans le cadre d'une école « plus ouverte » (remédiation, guidance, construction d'un rapport positif aux savoirs par des activités pratiques, de découvertes, le fait de donner une place aux parents au sein de l'école)
- Supprimer les réseaux (fusion de réseaux en un unique réseau public d'écoles jouissant d'une grande autonomie sur le plan pédagogique)
- Développer une politique d'inscription plus active : proposer d'emblée une école aux parents avec place garantie, recherche proactive de mixité sociale pour échapper à la ghettoïsation, dès l'entrée en maternelle.

Ces idées ont germé chez plusieurs personnes, en atteste la création de 2 écoles à pédagogie active sur Molenbeek et inter-réseaux. (Ecoles plurielles³³) Nous encourageons fortement ce type d'initiative au sein de notre AMO, qui coupe avec ce mythe du « on n'a rien sans rien », sans « douleur ». En effet, Audrey Akoun, thérapeute cognitivo-comportementaliste et Isabelle Pailleau, psychologue clinicienne du travail et des apprentissages nous rappelle que nous baignons dans une tradition judéo-chrétienne à la française qui repose sur la souffrance, la culpabilité et le devoir.³⁴ C'est pourquoi nous avons trop souvent tendance à penser en tant que parents qu'il faut souffrir pour réussir, pour y arriver.

« Ce discours éducatif semble daté, mais il persiste encore des croyances du genre : « on a rien sans rien, « mieux vaut les habituer à souffrir maintenant parce que plus tard l'employeur ne leur fera pas de cadeaux », « si on réussit sans effort, ça n'a pas de valeur », etc. Eh bien, même si cela semble évident, ce que nous en disons

33 « Dès septembre 2017, deux nouvelles écoles secondaires à pédagogies actives ouvriront leurs portes dans le nord-ouest de Bruxelles. Elles accueilleront chacune cinq classes de première année (environ 120 élèves) et deviendront à terme des écoles complètes d'environ 650 élèves. Ces deux écoles suivront un projet éducatif et pédagogique commun basé sur la pédagogie active, la neutralité, la mixité sociale et la citoyenneté » <http://www.popluriel.be/nos-ecoles/>

34 Audrey Akoun & Isabelle Pailleau, *Apprendre autrement avec la pédagogie positive*, Eyrolles, 2013.

c'est que ce discours n'est qu'une croyance qui n'a de valeur que parce que nous y croyons. »³⁵

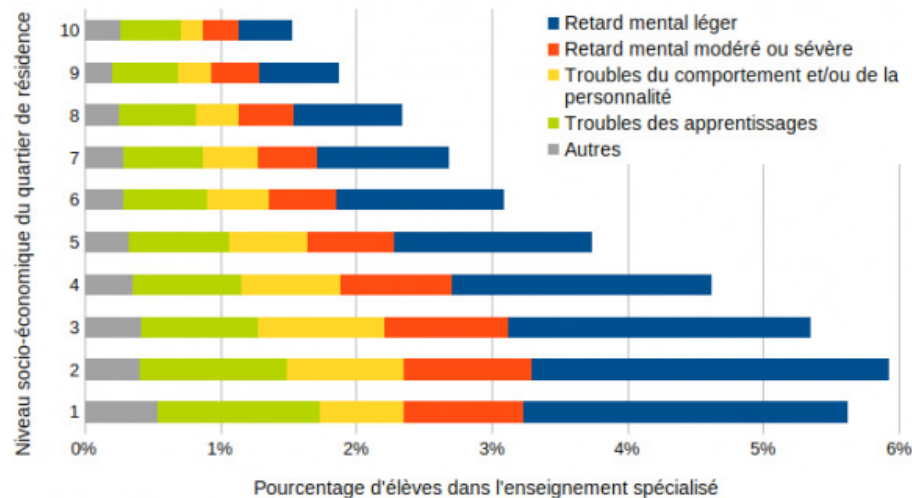
Les nouvelles pédagogies (actives, positives, participatives, d'inclusions, etc.) permettent autre chose, une école plus juste, plus égale, pour tous, ce que nous soutenons. Ne nous mettons pas non plus des œillères : oui le monde du travail est actuellement en proie à la pression, au stress, avec des incertitudes quant à l'avenir. Mais faut-il pour autant habituer les enfants dès leur plus jeune âge à souffrir et à leur faire porter une pression dont les conséquences seront du mauvais stress et une perte de confiance en eux ? Nous faisons le pari qu'il est plus intéressant de les outiller, de les renforcer, de travailler leur confiance en eux et en leurs capacités pour que plus tard ils soient armés pour leur vie d'adulte.

Là où nous tirons encore la sonnette d'alarme, c'est lorsque les jeunes enfants du primaire sont relayés dans l'enseignement spécialisé, sous prétexte qu'ils ne savent pas se tenir en classe ! C'est un constat de plus en plus fréquent que nous faisons lors de nos permanences et lors de nos rencontres avec notre public dans leur espace de vie. Beaucoup nous font part de leur mécontentement quant à l'orientation vers le spécialisé de leurs enfants. Souvent, ces parents n'ont pas toutes les informations et n'opèrent pas des choix en connaissance de cause. Pour rappel, l'avis du CPMS est indicatif et non-obligatoire alors que lorsque l'orientation est faite, le CPMS et le conseil de classe doivent donner leur accord pour que l'enfant réintègre l'enseignement ordinaire. En conséquence, la pratique montre que les passages du spécialisé vers l'ordinaire sont exceptionnels.

Cette pratique nous semble légitime si le recours au spécialisé n'était fait que lorsque l'enfant a de réels besoins spécifiques, mais ce n'est pas toujours le cas. Là où cela pose un réel problème, c'est que ce sont les élèves présentant un niveau socio-économique les plus faibles qui sont souvent orientés vers le spécialisé, comme le montre ce graphique ci-dessous :

Proportion d'élèves dans l'enseignement spécialisé selon le niveau socio-économique

Source: Fédération Wallonie-Bruxelles/ETNIC



Les statistiques montrent que ce sont les enfants des quartiers les plus défavorisés socio économiquement qui sont surreprésentés dans l'enseignement spécialisé. Dans les quartiers les plus pauvres, 6 % des enfants sont inscrits dans le spécialisé. Dans les quartiers les plus favorisés, cela concerne seulement 1,5 % des enfants, c'est-à-dire quatre fois moins.³⁶

Ce type d'orientation concerne, de plus, essentiellement des enfants de familles précarisées dont la langue maternelle n'est pas le français, des enfants qui ont des difficultés scolaires ou qui sont « ingérables ». Nous pensons à Atouts Jeunes que ces enfants pourraient très bien s'en sortir dans l'enseignement ordinaire, mais, faute d'un encadrement adapté, en raison de la surpopulation dans les écoles et faute d'un système de remédiation adéquat à l'école, ces jeunes se retrouvent dans le spécialisé.

Nous observons lors de nos rencontres avec le public que ce sont les types 1 (élèves atteints d'arriération mentale légère), 2 (élèves atteints d'arriération mentale modérée ou sévère), 3 (élèves atteints de troubles du comportement et de la

35 Idem.

36 Le spécialisé en Communauté française, un enseignement spécial... pour les pauvres, <http://inegalites.be/Le-specialise-en-Communaute>

personnalité) et 8 (élèves atteints de troubles de l'apprentissage) qui sont le plus « détournés » de leur fonction de base. L'Ufapec et les associations partenaires de la campagne Marguerite en font aussi le constat.³⁷ On transforme donc de plus en plus l'enseignement spécialisé en une filière de relégation pour les élèves qu'on n'arrive pas « à gérer ». Là où c'est difficilement soutenable, c'est que les enfants qui auraient été relégués vers le spécialisé de manière « abusive » ont souvent très peu de chance d'accéder à l'enseignement secondaire ordinaire, cela pesant sur le futur scolaire des enfants : « Les orientations vers l'enseignement spécialisé primaire permettent rarement à l'élève d'accéder à l'enseignement général secondaire ordinaire. Selon les types (1, 2, 3 ou 8), seuls 1 à 8 % des élèves obtiennent leur CEB et parviennent à entrer en 1^{ère} C (commune) de l'enseignement général secondaire, tandis que 20 à 52 % doivent se contenter de la 1^{ère} D (différencié). Les 39 à 72 % d'élèves restants sont orientés vers l'enseignement secondaire spécialisé.»³⁸

Pour conclure, cette situation est donc de plus en plus alarmante. Les familles se sentent de plus en plus stigmatisées, la portée psychologique d'une telle décision pour les parents est souvent difficilement surmontable. Le regard des autres est aussi trop souvent blessant pour ces familles. Pour les enfants que nous fréquentons, ils nous révèlent qu'ils se sentent souvent mis à l'écart par leurs pairs allant dans des écoles ordinaires, ce qui peut, si ça n'est pas thématiquement avec les jeunes, amener à des difficultés d'apprentissage supplémentaires par la suite.

SURPOPULATION DANS LES ÉCOLES :

Autre constat : le fait qu'actuellement les écoles de Bruxelles, en particulier dans le croissant pauvre (Nord de Bruxelles) sont pleines à craquer !³⁹ Le problème est présent systématiquement dans les écoles maternelles et de plus en plus fréquemment dans les écoles primaires.

« Au moins 40.000 enfants feront lundi leur rentrée scolaire dans une classe-conteneur, dont le marché est en pleine expansion, peut-on lire vendredi dans les

37 07.14/ 'entrée dans 'enseignement spécialisé <http://www.ufapec.be/nos-analyses/0714-entree-specialise.html>

38 Infor Jeunes Laeken, « 'enseignement spécialisé : orientation » <http://inforjeunes.eu/wp-content/uploads/2016/11/Enseignement-sp%C3%A9cialis%C3%A9-2017.pdf>

39 Carte : Écoles à ouvrir dans le maternel et le primaire d ici 2015, <http://www.fapeo.be/wp-content/analyses/analyses2012/demographiebxl.pdf>

journaux de Sudpresse. Les pavillons modulaires ou « classes conteneurs » fleurissent, notamment à Bruxelles, confronté à une surpopulation scolaire. »⁴⁰

Ces classes conteneurs réduisent souvent la superficie des cours de récréation. Ce qui est une autre aberration étant donné qu'il y a plus d'élèves. Cherchez l'erreur ! De ce fait, nous observons dans les écoles de notre quartier, mais aussi dans d'autres écoles de Bruxelles qu'il est de plus en plus difficile de construire une dynamique positive pour les enfants fréquentant l'établissement scolaire ; tant lors des temps de pauses que lors des temps de cours.

Nous observons, à chaque fois que nous nous rendons dans ces écoles que les pauses sont faites en plusieurs fois pour que toute l'école ne se retrouve pas en même temps en récréation. Que souvent, les élèves doivent manger en classe, car le réfectoire est utilisé pour donner cours ou est tout simplement occupé pour d'autres fonctions. Qu'il n'y a pas assez d'encadrants ou de professeurs pour accueillir décemment les enfants. Qu'il n'y a pas assez de toilettes pour le nombre d'élèves. Que les bâtiments sont de plus en plus vétustes. La liste pourrait encore être longue tellement la surpopulation affecte le bon fonctionnement des écoles. Les premiers touchés sont les enfants, mais aussi tout le corps enseignant qui souffre de cette situation.

Avec cette surpopulation, l'accompagnement des élèves devient de plus en plus difficile. Comme nous l'avons vu plus haut, les élèves issus de l'immigration en pâtissent tout particulièrement et sont, plus souvent que les autres, relégués vers l'enseignement spécialisé.

Face à cela, les familles développent des stratégies aidant à la réussite de leur progéniture, qui vont du suivi proche de la scolarité de leurs enfants jusqu'à un investissement financier pouvant être conséquent.

« Certains parents n'ont malheureusement pas le choix, ils ne peuvent assurer eux-mêmes un suivi efficace des devoirs et de l'étude, leur propre niveau d'instruction étant déjà dépassé, ou différent. Ces parents pourraient alors se tourner vers le marché des cours particuliers, mais bien souvent, ils n'en ont pas les moyens. En effet, les cours particuliers, qu'ils soient organisés en sociétés commerciales ou en

40 Surpopulation scolaire : plus de 40.000 élèves dans les classes-conteneurs, <http://www.lalibre.be/actu/belgique/surpopulation-scolaire-plus-de-40-000-eleves-dans-les-classes-conteneurs-52201d7335704e3d2f71bb80>

« noir », représentent un coût non négligeable pour des familles déjà en difficulté »⁴¹

La solution toute tracée des familles les plus précarisées semblerait être d'inscrire leurs enfants dans les écoles de devoirs, souvent moins onéreuses et plus disponibles pour le dialogue avec les parents. D'autant plus qu'on sait que les enfants issus de milieux populaires sont les premiers touchés par l'échec scolaire.⁴² Nous le remarquons lors de nos entretiens avec les familles, que souvent, leur première demande est la recherche d'une école de devoirs.⁴³

Mais au fond, est-ce bien le rôle des écoles de devoirs de garantir la réussite des enfants et est-ce bien opportun pour les familles de leur confier la réussite scolaire de leurs enfants ?

« Les écoles de devoirs sont des structures d'accueil des enfants et des jeunes en âge d'obligation scolaire, après l'école, et parfois également durant le week-end et/ou les vacances scolaires, qui développent, sur base d'un plan d'action élaboré, un travail pédagogique, éducatif et culturel de soutien et d'accompagnement à la scolarité et à la formation citoyenne, de façon indépendante des établissements scolaires, même si elles bénéficient parfois de leurs infrastructures ou collaborent avec ceux-ci ».⁴⁴

À la lecture de cette définition, on comprend vite que les écoles de devoirs ne sont pas l'équivalent des cours particuliers, en moins cher. « Il ne s'agit pas de répéter ce qui a été fait en classe, de proposer un surcroît d'exercices identiques à ce que l'enseignant a travaillé. Il s'agit de privilégier une approche plus large que ce soit par le jeu, l'ancrage dans la situation et le cadre de vie de l'enfant, une construction collective du savoir ... ».⁴⁵

Mais quel est l'intérêt pour eux de fréquenter ces structures si elles n'apportent pas de bénéfice direct pour leur réussite scolaire ? Une partie des gains sont observés rapidement à savoir l'acquisition d'outils, de méthodes de travail, la prise de confiance des enfants par rapport aux apprentissages, etc. Une autre partie des gains seront visibles plus tard, dans une situation plus globale. « Ce qui est visé est une

41 HOUSSONLOGE D, « *Les cours particuliers : complément ou concurrence à l'école ?* » analyse UFAPEC 2008

42 <http://www.ligue-enfants.be/?p=532>

43 Questionnaire Jeunes / parents, op. cit.

44 24.10/ Les écoles de devoirs : un soutien extrascolaire pour les enfants de milieux défavorisés. http://www.ufapec.be/nos-analyses/2410ecoles-de-devoirs.html#_ftn2

45 Ibidem.

amélioration, un progrès dans le développement global de l'enfant, il va acquérir des compétences qui pourront lui servir dans sa vie, que ce soit dans la sphère sociale, culturelle, économique ou autre. ».⁴⁶

Il nous semble dès lors important que les parents comprennent bien le rôle des écoles de devoirs et qu'ils ont encore un rôle à jouer dans l'éducation de leurs enfants. Ni la famille, ni l'école, ni les écoles de devoirs ne peuvent remplacer complètement l'autre pour bien fonctionner.

Par ce constat, nous voulions attirer l'attention sur le fait que la surpopulation dans les écoles accentue l'école « duale » et creuse encore un peu plus les inégalités scolaires.

LES ACTIONS CONCERNANT LA SCOLARITÉ À ATOUS JEUNES :

Pour viser l'autonomie des jeunes face à leur scolarité, nous développons un projet de coaching scolaire, en partenariat avec le service jeunesse de la commune de Molenbeek.

La semaine est divisée comme telle : le lundi, nous proposons un espace de coaching collectif, le mardi et le jeudi, des animateurs bénévoles font de la remédiation. Après ce temps, nous proposons un espace de parole et de débats visant à faire parler les jeunes sur ce qu'ils vivent à l'école ainsi qu'un temps de coaching individualisé.

Dans ce cadre, nous accueillons actuellement par trimestre 15 jeunes par soir.

Nous avons travaillé avec eux plusieurs méthodes et thématiques comme par exemple :

- « L'autoévaluation »

- « Les profils de perception sensorielle (visuel, auditif, kinesthésique) »

- « La mémoire à court terme et à long terme »

46 Ibidem.

- « Le planning »
- « La communication interpersonnelle »
- « Le triangle dramatique (Karpman) »
- « Le mindmapping »
- « Les résumés de cours »
- « Structurer son temps »
- « Ce que j'aimerais faire plus tard... »

Le coaching scolaire pourrait être résumé comme suit : « c'est une démarche d'accompagnement visant à développer la réflexivité en vue d'un changement de comportement et à optimiser le potentiel du coaché à gérer sa scolarité, ses projets, ses orientations et ses choix. Il s'agit d'une période d'apprentissage à l'auto-évaluation, à trouver des ressources personnelles, à faire des choix et à en assumer les conséquences. La démarche se déroule dans l'ici et maintenant, elle traite des actes et pensées conscientes et est orientée vers le futur. Il s'agit entre autres de prendre conscience des expériences positives et de s'en nourrir pour dépasser les obstacles. »⁴⁷

Au-delà de ces temps de coaching scolaire collectifs, nous avons investi du temps dans le quartier pour promouvoir certaines campagnes d'information scolaire :

En donnant une place aux jeunes relais⁴⁸ d'Atouts Jeunes dans la campagne « La rentrée faut y penser », nous organisons chaque année des tables d'information aux alentours des écoles, dans la station de métro de la Gare de l'Ouest, ainsi qu'à Osseghem.

Cette action vise à donner une information claire et précise, sur le milieu de vie de notre public, concernant les inscriptions scolaires.

Nous avons aussi pu renforcer la dynamique de quartier grâce aux actions menées dans le cadre de la campagne Marguerite. Grâce au bus du délégué des droits de

l'enfant, mais aussi en proposant à notre public et en collaboration avec Infor-Jeunes Laeken la pièce de théâtre traitant des questions d'inégalités scolaires s'intitulant « Roméo et Juliette, Génération Basket. » Dans ce même cadre, nous avons participé à un défilé de chapeaux présentant les inégalités scolaires que les familles peuvent rencontrer intitulé : « du bonnet d'âne au chapeau de la réussite. »

Cette action permet d'être une interface d'aide et de confiance entre le jeune, l'école et sa famille. Nous avons la certitude que pour améliorer l'enseignement en Belgique, il faudra passer par un temps de rapprochement des familles et de l'école et qu'il faudra ouvrir l'école sur son quartier.

Ensuite, pour favoriser l'implication des familles dans la scolarité et renforcer les capacités parentales dans le suivi de la scolarité de leurs enfants, nous proposons plusieurs temps de réflexion et débats avec notre groupe de parents. Les thématiques abordées sont les écoles de devoirs ainsi que les réseaux sociaux. Nous avons aussi pu développer, une préparation CEB enfants/parents dans nos locaux.

De plus, nous proposons régulièrement des animations au sein même des écoles. Nous avons déjà pu réaliser des actions visant à renforcer la dynamique de classe et à épauler un professeur en difficulté. Nous organisons aussi des animations visant à expliquer le passage de la 6^{ème} primaire à la 1^{ère} secondaire aux jeunes. Cela permet de démystifier ce passage, souvent synonyme de stress pour les enfants. Enfin, nous organisons des rencontres avec les parents au sein de l'école. L'idée étant de rapprocher les parents et les acteurs scolaires afin que ceux-ci puissent mieux saisir et comprendre la réalité du quartier, des familles. Cela permet aussi de créer un espace de parole et de rencontre encadré où chaque personne peut y trouver sa place.

⁴⁷ Gaëtan Gabriel, *Coaching Scolaire, Augmenter le potentiel des élèves en difficulté*, De Boeck, 2^{ème} édition 2011.

⁴⁸ Concept d'Atouts Jeunes développé plus loin dans le diagnostic

TRAVAIL SOCIAL DE RUE À L'ÉPREUVE DE L'OCCUPATION DE L'ESPACE PUBLIC

Durant notre travail social de rue, réalisé tous les jours de la semaine de 15h à 17h30, depuis le mois de septembre jusqu'au mois de mars, dans les quartiers du parc des Muses, Beekant, Ossegem, Gare de l'Ouest et du Parc Marie-José, nous avons observé les hommes, les femmes, les adultes accompagnés ou non d'enfants qui fréquentent les espaces dans lesquels nous intervenons.

Les rencontres que nous avons pu nouer avec les jeunes nous ont permis de les questionner sur leurs habitudes en termes de mobilité, de loisirs, ainsi qu'à propos de leurs intérêts pour nos projets. En outre, nous avons complété nos constats par rapport à la fréquentation des femmes dans les lieux publics par les témoignages que nous avons relevés auprès de 80 jeunes de 15 ans à 20 ans, recueillis dans le cadre de sensibilisations que nous avons proposées à Serge Creuz et dans l'école des Ursulines, dans des classes de 4^{ème}, 5^{ème} et 6^{ème} secondaire.

L'analyse de ces données nous a permis de mettre en évidence deux phénomènes problématiques que nous envisagerons successivement.

Le premier correspond à l'inégalité homme-femme qui se manifeste par une absence de mixité, une restriction quant à la mobilité des femmes, un choix de lieux de socialisations déterminé par des critères de sécurité et de confiance. Après la présentation de nos constats, nous présenterons les causes qui permettent d'expliquer cette inégalité à partir des témoignages des jeunes dans la rue et dans les classes précitées, mais aussi au travers d'une analyse de données statistiques et d'études portant sur le sujet. Nous mettrons ensuite en évidence les conséquences de ces phénomènes sur la liberté de la femme et de sa sécurité, et terminerons par une présentation des actions que nous envisageons de poursuivre ou développer pour lutter contre cette problématique.

Le second correspond à la territorialisation de l'espace public par certains jeunes dans le quartier de Beekant. Nous mettrons en évidence les conséquences de cette territorialisation à partir de l'analyse des comportements des jeunes et les témoignages apportés par la police, la bourgmestre de Molenbeek-Saint-Jean, le

collectif des habitants, les concierges, les intervenants de la cellule de prévention communale, et des jeunes eux-mêmes, et ensuite nous présenterons les causes que nous avons pu identifier. Nous terminerons par une présentation des actions que nous menons dans le quartier et vis-à-vis de ces jeunes plus particulièrement.

Avant de présenter nos constats, nous tenons cependant à préciser que les quantifications sont imprécises, car elles n'ont pas été systématisées durant notre observation. Nous dégagerons donc ici des observations qui ont été réalisées par l'ensemble des 4 travailleurs sociaux de l'équipe ayant effectué du travail social de rue, et qui étaient particulièrement significatives. Nous nous baserons également sur les témoignages dont les jeunes nous ont fait part durant les sensibilisations dans les écoles. Notons toutefois que tous les jeunes n'ont pas pris la parole sur le sujet. Les témoignages sur lesquels nous nous basons sont donc les témoignages qui nous ont été livrés spontanément par les jeunes. En tout, nous pouvons affirmer que sur les 80 jeunes présents lors de nos animations, au moins 50 jeunes nous ont fait part de leurs déplacements, attitudes et comportement vis-à-vis de l'occupation de l'espace public. Les témoignages que nous citons dans le cadre de ce diagnostic sont particulièrement représentatifs de l'ensemble des témoignages que nous avons recueillis.

CONSTATS

De façon générale, nous avons pu observer une fréquentation de l'espace public dans les quartiers précités essentiellement par une population magrébine, habitant le quartier ou le fréquentant en raison de la présence de l'école.

Dans les transports en commun, nous avons constaté une hétérogénéité plus importante de la population. Dans ces espaces, et dans ces espaces seulement, nous avons rencontré une quantité équivalente d'hommes que de femmes.

En outre, et de façon générale, nous avons croisé et rencontré, occasionnellement ou régulièrement, plus d'hommes que de femmes, et ce, tous les jours de 15h30 à 17h30, à tel point que les femmes nous semblaient, dans un premier temps, absentes de l'espace public.

Ce premier constat nous a amené à cibler notre observation sur le groupe des hommes, d'une part, et le groupe des femmes, d'autre part. Pour chacun de ces groupes, nous nous intéresserons :

- aux lieux qu'ils exploitent préférentiellement,
- à leurs comportements en termes de mobilité et d'ouverture à l'autre
- à leurs témoignages par rapport aux lieux de socialisation qu'ils fréquentent et à l'intérêt qu'ils manifestent à nos projets.

OCCUPATION DE L'ESPACE PUBLIC PAR LES HOMMES

Les jeunes hommes de 15 à 25 ans

Nous avons rencontré, durant le travail de rue, de nombreux jeunes parmi lesquels une grande majorité est mobile dans l'espace public, et nous pouvons ainsi les rencontrer dans divers endroits tels que la station de métro Gare de l'Ouest, le parc des Muses, le parc Marie-José, la station de métro Ossegem. Ces jeunes sont, pour la plupart dans une dynamique d'ouverture et intégrés : intégrés dans leur école, leur emploi ou des activités de loisirs, ces jeunes sont ouverts à la rencontre de

l'autre et désireux de réaliser des projets. Ils se socialisent dans les espaces publics tels que les parcs par beau temps et les stations de métro par mauvais temps, lieux de rendez-vous, lieux de rencontre. Nous rencontrons ces jeunes suffisamment régulièrement dans le quartier pour qu'ils nous reconnaissent, nous saluent lors de notre passage et nous interpellent pour qu'on les aide à trouver un job d'étudiant ou un emploi, à s'inscrire dans une école, ou pour créer des micro-projets. Quand nous les rencontrons, ces jeunes sont souvent en groupe de 2 à 5, groupes constitués uniquement d'hommes d'âge proches. Certains parmi eux deviennent des « relais » (cf. autodétermination dans la vie affective, relationnelle et sexuelle, les jeunes relais dans le quartier).

Un groupe, constitué d'une vingtaine de jeunes hommes se différencie de ce premier groupe par une moins grande mobilité dans l'espace public. Ainsi, nous les rencontrons presque toujours à Beekkant ou au parc Marie-José. Ces jeunes restent sur place généralement longtemps : les jeunes non scolarisés et sans emploi y sont présents généralement de 13 à 22h, les jeunes scolarisés les rejoignent vers 16h. Ce groupe est constitué de jeunes de 16 ans à 25 ans, uniquement de sexe masculin. Dans ce groupe, un noyau de 10 jeunes est présent quotidiennement. Les autres jeunes ont également des activités et occupations ailleurs.

Nombreux de ces jeunes expriment :

- Un manque d'intérêt pour la rencontre des autres manifesté par une volonté de faire des projets entre eux, par une haine/un rejet vis-à-vis des habitants, travailleurs sociaux et policiers, institutions scolaires (tout ce qui représente à leurs yeux l'autorité).
- Un manque de capacité à s'investir dans des projets : ils prennent des rendez-vous et des engagements, mais ne donnent pas suite, ils sont pour la plupart sans emploi, sans orientation scolaire très définie.
- Un discours marqué par le conformisme, sexiste, banalisant la violence, rejetant et condamnant l'autorité.

Parmi les jeunes qui fréquentent ce groupe, certains restent cependant ouverts à la discussion et l'échange, en recherche de liens, en demande d'aide, et se montrent intéressés par nos projets. Nous rencontrons ces jeunes un peu à l'écart de ce qu'on identifie comme « le territoire des jeunes de Beekkant », afin de pouvoir échanger avec eux sans qu'ils subissent l'influence du groupe de pairs.

Les hommes de plus de 25 ans

Nous croisons les hommes avec enfants à la sortie des écoles, dans les parcs, dans les magasins, dans les transports en commun. Avec certains nous avons des échanges privilégiés, du fait de la fréquentation de leurs enfants aux activités d'accueil ouvert que l'on met en place les mercredis après-midi. Les hommes avec enfants sont généralement mobiles, ouverts à la rencontre, intéressés par les projets que nous avons à leur proposer. Ils sont parfois accompagnés de leurs femmes. Ils sont néanmoins minoritaires par rapport aux femmes avec enfants, tant dans les parcs qu'à la sortie des écoles.

Les hommes sans enfants n'étant pas notre public cible, nous nous y sommes intéressés dans le cadre de ce constat pour pouvoir mettre en évidence les espaces occupés préférentiellement par les hommes et les femmes. Nous n'avons donc pas de données très précises concernant ce groupe avec lequel nous n'échangeons que très peu. Cependant, nous pouvons mettre en évidence que nous rencontrons de nombreux hommes sans enfants sur la chaussée de Gand principalement. Ils exploitent les cafés, dans lesquels ils se retrouvent entre eux, et dans lesquels on peut observer l'absence quasi-totale de femmes. Ils fréquentent aussi les restaurants, lieux un peu plus mixtes, mais toujours majoritairement exploités par les hommes. Ils exploitent peu les parcs, et quand nous les rencontrons à la sortie des métros ou dans le quartier, ils sont de passage et ne s'y arrêtent pas.

Caractéristiques globales de l'occupation de l'espace public par les hommes

Globalement nous pouvons mettre en évidence que nous rencontrons de nombreux hommes dans l'espace public. Les jeunes l'investissent comme espace de socialisation dans les métros et les parcs, les adultes quant à eux se retrouvent en priorité dans les cafés. Les hommes avec enfants sont présents également dans les parcs et à la sortie des écoles, mais ils sont minoritaires par rapport aux femmes avec enfants et aux jeunes dans ces lieux.

Nous ne rencontrons pas de groupes de jeunes hommes en présence de femmes. Les adultes quant à eux se retrouvent dans des lieux mixtes comme les restaurants.

Concernant les jeunes de 15 à 20, une grande majorité sont des jeunes engagés dans des projets sociaux, mobiles, ouverts, potentiellement intéressés par nos projets et certains parmi eux s'y impliquent durablement. (cf. jeunes relais dans le quartier).

Un groupe de 20 jeunes manifestent cependant un comportement symptomatique, problématique pour la vie de quartier et potentiellement dangereux pour eux- même et les autres. Nous analyserons donc cette problématique plus en profondeur.

OCCUPATION DE L'ESPACE PUBLIC PAR LES FEMMES

Les jeunes femmes de 15 à 25 ans

Lors de notre travail, nous avons immédiatement constaté une faible fréquentation de l'espace public par les jeunes de 15 à 25 ans dans les zones de travail et d'observation décrites plus haut.

Les jeunes femmes sont en effet présentes essentiellement à la sortie des écoles, entre 15h et 16h ainsi que dans les transports en commun et les magasins. En dehors de ces heures et de ces lieux, nous n'avons rencontré qu'une quarantaine de jeunes filles, entre le mois de septembre et le mois de mars, et ce, principalement dans les parcs et dans les rues. Elles ne se réunissent pas, contrairement à certains jeunes hommes du même âge, à la sortie des métros et ne fréquentent pas les groupes d'hommes. En dehors de l'été, où les jeunes filles se réunissent dans les parcs, les jeunes femmes que nous avons rencontrées en rue sont dans la majorité des cas « de passage », se rendant d'un point à un autre et semblent souvent relativement pressées. Ainsi, il nous est difficile de nous faire connaître auprès d'elles, de les connaître davantage, d'établir une relation de confiance et de leur proposer de participer à nos activités. De fait, très peu de jeunes filles du quartier participent actuellement ou ont participé à nos micro-projets et aux groupes de relais. (Cf. les relais dans le quartier).

Cependant, à la sortie des écoles, vers 15h, nous avons interrogé une dizaine de jeunes filles de 14 à 20 ans qui nous ont fait part de leurs modes de déplacements, des lieux de socialisation qu'elles fréquentent, et des conditions qui devraient, selon elles, être remplies pour trouver de l'intérêt à participer à nos projets. Nous compléterons ces témoignages par ceux que nous avons pu recueillir dans le cadre d'une animation de sensibilisation à l'égalité des genres.

Au niveau de leurs déplacements, toutes les jeunes filles qui se sont exprimées sur le sujet nous ont fait part du fait que leurs déplacements et leur occupation de l'espace public après 16h se limitent à des déplacements entre l'école et la maison ou entre l'école/la maison et un espace dans lequel elles participent à des activités sociales,

éducatives, ou sportives régulières. Elles expriment en outre une absence d'intérêt d'occuper les rues et les quartiers occupés par les garçons de leur âge et mettent en évidence qu'elles préfèrent s'investir dans des activités utiles, soit pour elles-mêmes (devoirs, loisirs, travail) soit pour leur famille (s'occuper d'un petit frère ou d'une petite sœur).

Elles expriment en outre qu'elles ne se sentent pas discriminées par rapport aux hommes en terme d'autorisation d'occuper l'espace public, et certaines mettent en évidence que les autorisations et les limites dépendent de la relation de confiance qu'elles ont établie avec leurs parents. Cependant, toutes les jeunes filles qui se sont exprimées admettent qu'elles adoptent spontanément des comportements restrictifs relatifs à leur liberté en évitant certains quartiers, et en évitant de se déplacer sans but et seules, et ce, particulièrement à la tombée de la nuit pour ne pas se mettre en insécurité.

Durant le travail de rue, nous avons néanmoins rencontré deux jeunes filles qui expriment qu'elles n'ont pas l'autorisation de fréquenter des hommes hors mariage et l'une d'elles exprime qu'elle n'a pas l'autorisation de sortir. Ce sont les seuls témoignages que nous avons pu recueillir dans le cadre de notre travail de rue qui mettent en évidence une restriction de liberté imposée par les parents/la famille. Cependant, de nombreuses jeunes filles qui se sont exprimées durant les sensibilisations et que nous avons rencontrées dans les écoles soulignent qu'elles ne peuvent pas avoir de relation sexuelle hors mariage et qu'elles ne s'afficheraient pas en couple en public.

Au niveau des raisons pour lesquelles elles ne participent pas à nos projets et des conditions qui devraient, selon elles être remplies pour y participer, les jeunes filles que nous avons rencontrées à la sortie des écoles, mettent en évidence qu'il serait nécessaire qu'une relation de confiance puisse s'établir entre elles et nous au préalable, ainsi qu'auprès de leurs parents qui ne les « laisseraient pas participer à des activités dans des organismes qu'ils ne connaissent pas et qu'elles-mêmes ne feraient pas ce choix-là ». Nous leur avons soumis l'idée de la mise en place d'une soirée d'information sur les activités relais, sur les micro-projets et sur les samedis ados, à laquelle elles pourraient participer en présence de leurs parents et elles ont exprimé que ce mode de fonctionnement répondrait mieux à leurs attentes qu'une proposition orale, réalisée en rue, comme nous le faisons auprès des groupes de garçons.

L'attitude et les attentes de ces jeunes filles relatives aux conditions nécessaires pour leur donner le désir de participer à nos activités illustrent bien leur besoin

de sécurité (confiance, connaissance, rencontre avec les parents) qui détermine le choix des espaces de socialisation qu'elles fréquentent.

Les femmes de plus de 25 ans

Nous rencontrons des femmes avec enfants durant le travail de rue essentiellement dans les parcs et à la sortie des écoles ainsi que dans les rues commerçantes et dans les commerces. Elles sont particulièrement nombreuses à la sortie des écoles de 15h à 16h, puis dans les rues commerçantes entre 16h et 17h. Ensuite nous en rencontrons moins. En été, elles fréquentent les parcs où elles se retrouvent entre femmes et enfants parfois jusque tard le soir (au-delà des heures durant lesquelles nous effectuons nos observations).

Nous rencontrons peu de femmes sans enfants en dehors des rues commerçantes et des transports en commun. Certaines rejoignent, en été, un groupe de femmes dans le parc. Globalement les femmes seules sans enfants sont peu nombreuses dans les rues, n'investissent pas les cafés et investissent peu les restaurants.

Caractéristiques globales de l'occupation de l'espace public par les femmes

Nous pouvons donc mettre en évidence que, de façon générale, les femmes sont peu nombreuses dans l'espace public, et ce, particulièrement dans les rues non commerçantes, et absentes des cafés.

Elles sont essentiellement présentes à la sortie des écoles, seul lieu où elles sont majoritaires, ainsi que dans les commerces et, par beau temps, dans les parcs. En dehors des parcs où elles se réunissent, les femmes sont en général de passage et semblent relativement pressées.

Les jeunes femmes que nous avons interrogées mettent en évidence qu'elles préfèrent se réunir ailleurs que dans le quartier qui n'a pas d'intérêt pour elles. La majorité des femmes qui se sont exprimées disent se socialiser dans des espaces de loisirs, culturels, associatifs précis. Elles semblent donc être dans une dynamique de socialisation, d'ouverture, de projets...

Les jeunes femmes se réunissent entre elles et ne fréquentent pas les jeunes hommes dans le quartier. Deux jeunes femmes témoignent d'une diminution de leur liberté de déplacement du fait d'un contrôle familial établi pour qu'elles ne fréquentent

pas les hommes. La majorité des jeunes femmes confirment l'interdit parental d'avoir des relations sexuelles hors mariage dans la culture musulmane et disent ne pas fréquenter de garçons ouvertement.

Bien que ne se sentant pas privées de liberté par leur famille, la majorité d'entre elles expriment cependant que, du fait d'un sentiment d'insécurité en rue, elles adoptent elles-mêmes un comportement restrictif de leurs déplacements, et ce, particulièrement à la tombée de la nuit.

Enfin, elles présentent une attitude de méfiance vis-à-vis des projets que nous leur proposons et demandent plus de sécurité pour pouvoir y participer.

PROBLÉMATIQUES IDENTIFIÉES

Nos constats nous permettent de dégager deux problématiques importantes : la première est l'inégalité homme-femme en termes d'occupation de l'espace public ; inégalité marquée par une restriction de l'usage de l'espace public par les femmes, restriction volontaire ou non, portant atteinte à l'autonomie de la femme et réduisant sa liberté.

La seconde problématique, qui a un impact considérable sur la vie du quartier, est celle des jeunes qui occupent le territoire de Beekkant, ressenti comme « leur territoire », jeunes refermés sur eux-mêmes, ayant des attitudes dangereuses pour eux-mêmes et pour les autres.

Résoudre ces problématiques est une priorité dans notre travail de rue et, plus largement, dans notre travail d'accompagnement auprès des enfants, parents et jeunes, habitants, que nous rencontrons dans nos diverses actions et dans les accompagnements individualisés que nous proposons.

Inégalité homme-femme au niveau de l'occupation de l'espace public

Les causes pouvant expliquer ces différences sont probablement nombreuses. Celles que nous identifions ici correspondent aux causes que nous avons pu dégager par l'analyse de témoignages apportés par les jeunes lors des sensibilisations dans les écoles, lors de notre travail de rue et d'études sociologiques portant sur le sujet. Si elles permettent d'expliquer en partie nos constats, elles ne sont probablement

pas généralisables pour l'ensemble des femmes fréquentant l'espace public sur Molenbeek.

Les causes participant à l'absence de mixité, au détriement des femmes

Aménagement de l'espace public pensé pour les hommes

La première cause que nous avons pu identifier pour expliquer le manque de mixité au sein de l'espace public concerne les choix urbanistiques posés au niveau de l'aménagement de l'espace public.

Les jeunes filles qui ont témoigné à ce propos (tant celles qu'on a rencontrées dans les écoles qu'en rue), mettent en évidence qu'il n'y a « pas de désir de rester dans l'espace public, il n'y a pas d'intérêt, il n'y a rien à y faire ».

Pour expliquer cette absence de désir, le documentaire « sur les pavés, l'égalité »⁴⁹ rend compte du fait qu'aujourd'hui, en France, 80 % des équipements de l'espace public sont à destination des hommes.

Conscients de ce phénomène et agissant depuis des années pour favoriser l'occupation de l'espace public par les femmes, l'ASBL Garance a mis en place des marches exploratoires avec des groupes de femmes à Bruxelles pour mettre en évidence les éléments qui favorisent l'insécurité, ceux qui favorisent le sentiment de sécurité ainsi que les aménagements urbains à proposer pour rendre l'espace public plus attractif pour les femmes, suscitant, chez elles, le désir de l'occuper.⁵⁰

Ainsi, des aménagements tels qu'une plus grande luminosité, la diminution de la présence de publicités sexistes dans l'espace public, la création d'espaces attrayants pour des groupes mixtes (femmes, hommes, enfants, personnes âgées), l'engagement des comités de quartiers, l'aménagement d'espaces verts, la création de services de base dans les quartiers résidentiels (magasins,...) sont recommandés.⁵¹

49 « sur les pavés l'égalité », outil pédagogique réalisé en 2016 dans le cadre de la campagne de l'AMO InforJeunes sur l'égalité homme-femme dans l'espace public, AMO InforJeunes

50 Espace public, genre et sentiment d'insécurité, Laura Chaumont et Irène Zeilinger, ASBL Garance, 2012, Editrice responsable : Irene Zeilinger

51 Espace public, genre et sentiment d'insécurité, Laura Chaumont et Irène Zeilinger, ASBL Garance, 2012, Editrice responsable : Irene Zeilinger

Cette dimension urbanistique dans la lutte contre les inégalités hommes femme est reconnue comme primordiale, comme en témoigne l'ordonnance de Bruxelles du 29 mars 2012 portant sur l'intégration de la dimension de genre dans les politiques de la Région de Bruxelles Capitale et s'appliquant également à l'urbanisme et la mobilité.⁵²

Répartition des responsabilités de l'homme et de la femme conduisant à la fréquentation d'espaces différents

D'après les témoignages que nous avons pu recueillir, une des causes qui explique l'absence de mixité concerne le partage des responsabilités entre l'homme et la femme dans les familles habitant le quartier, ceci étant particulièrement marqué chez les jeunes d'origine marocaine dont nous avons pu recueillir les témoignages. Ainsi, les jeunes expriment que « chez eux », la femme s'occupe des enfants et l'homme travaille. Dans tous les groupes de jeunes à qui nous avons demandé d'exprimer quelles représentations ils avaient de la femme et de l'homme, soit une centaine de jeunes, les élèves ont associé la femme à la maison et à l'éducation, et l'homme à la rue, à la sphère sociale.

Dans le cadre de la formation de sensibilisation par les pairs au sein de l'école des Ursulines, réalisée avec 20 élèves de 5^{ème}, des jeunes filles et garçons ont eu l'occasion de s'exprimer davantage par rapport à cette représentation. Pour eux, cette représentation correspond à la répartition effective du rôle que leurs parents occupent. Ainsi la femme (leur mère) fait les courses, va chercher les enfants à l'école puis rentre préparer le repas. L'homme qui travaille aide parfois à la maison, mais c'est surtout la femme qui s'occupe « de tout ça ». Du fait de ce partage de responsabilités, les hommes et les femmes qui ont des enfants ne fréquentent pas les mêmes lieux.

Le témoignage d'une jeune fille, qui a provoqué dans la classe approbation de la part de ses pairs, est particulièrement représentatif de ce fonctionnement : « ce sont les hommes qui vont dans les cafés, les hommes qui n'ont rien à faire. Les femmes n'ont pas le temps d'y aller, elles doivent s'occuper du ménage et des enfants. »

Les statistiques portant sur l'emploi des hommes et des femmes dans la commune de Molenbeek Saint-Jean mettent en évidence que le taux de chômage à Molenbeek-Saint-Jean est plus élevé qu'ailleurs en région Bruxelloise et qu'il touche davantage

les femmes. Ces études nous permettent de confirmer que, dans la majorité des familles vivant sur Molenbeek Saint-Jean où les deux parents ne travaillent pas, c'est en général l'homme qui travaille.⁵³

Interrogés sur leur avenir, les jeunes expriment néanmoins qu'ils estiment avoir le droit de choisir qui travaille dans la famille, certains estimant que c'était préférable que les deux travaillent. Au terme des sensibilisations à l'égalité des genres, un jeune a d'ailleurs écrit que l'homme doit avoir plus de responsabilités dans l'éducation des enfants. On sent donc que cette répartition, si elle est vécue comme « normale » par les élèves, ne correspond pas forcément à leurs projets ni à leur idéal.

Intériorisation de l'Interdit relatif aux relations sexuelles hors mariage provoquant des rencontres entre jeunes hommes et femmes hors du quartier

Pour expliquer les raisons pour lesquelles nous n'avons pas observé de jeunes femmes et de jeunes hommes de moins de 18 ans en couple dans le quartier, et plus généralement de groupes mixtes de jeunes, nous pensons qu'une des causes possibles de ce phénomène concerne l'interdit relatif aux relations sexuelles hors mariage.

Si l'interdit relatif aux relations sexuelles hors mariage peut concerner des jeunes de toutes communautés, ce phénomène nous est apparu de manière significative chez les jeunes d'origine marocaine que nous avons rencontrés et qui ont témoigné.

D'après Naïma A, une assistante sociale au Centre de planning familial Marolles : « dès le plus jeune âge, la fille sera protégée du monde extérieur alors que le garçon passe sa vie à l'extérieur. Dans l'immigration, beaucoup de limites sont imposées à la fille, essentiellement par rapport à sa virginité. Par contre, les filles font beaucoup plus d'études supérieures que les garçons. Pour les garçons, l'opprobre social et le contrôle du voisinage n'existent pas. Un garçon rentre à n'importe quelle heure, c'est un homme. Alors que la fille qui rentre une fois la nuit tombée s'expose à de multiples questions (avec qui et où étais-tu ? etc.) Le contrôle social est très présent pour les filles. Certains parents vont même jusqu'à prendre rendez-vous une fois par an chez le gynécologue pour être certains que leur fille est encore vierge. La crainte du monde extérieur est vraiment très présente, les filles ne peuvent pas avoir

53 INSTITUT BRUXELLOIS DE STATISTIQUE ET D'ANALYSE ET OBSERVATOIRE DE LA SANTE ET DU SOCIAL DE BRUXELLES-CAPITALE (commission communautaire commune), Zoom sur les communes : Molenbeek-Saint Jean, Bruxelles, 2016, PP 47.

52 Etaamb, Ordonnance du 29 mars 2012 publié le 13 avril 2012, http://www.etaamb.be/fi/ordonnance-du-29-mars-2012_n2012031171.html

certaines activités parascolaires, culturelles ou sportives. Les fantasmes de la famille interfèrent dans la vie sociale des jeunes filles. Les parents n'ont pas toujours eu la possibilité d'accéder, eux non plus, au domaine culturel et social extérieur, et ne s'imaginent pas que cela puisse manquer à leurs enfants.

Certaines choses sont possibles tant que la fille reste à la maison, comme organiser une soirée entre amies par exemple. Les filles ont aussi développé des stratégies qui passent par le mensonge (je vais dormir chez une amie, je pars deux jours avec l'école, etc.) pour avoir un peu de liberté. Jusqu'au jour où les parents vont s'en rendre compte et alors c'est le drame : cela peut aller jusqu'à les battre, les enfermer à la maison ou leur interdire l'école après 18 ans. Parfois les filles font alors appel aux institutions pour aller en maison d'accueil. Quand une solution de rechange a été trouvée, cela peut éventuellement bien se passer, mais elles peuvent aussi se retrouver dans une grande solitude, tout à fait coupées de leur famille et souvent, alors elles regrettent d'être parties. »⁵⁴

Au Maroc la loi interdit les relations sexuelles hors mariage et prévoit des peines d'un mois à un an de prison. Cette situation est dénoncée par le CESE (Conseil Economique Social et Environnemental) qui recommande une dépenalisation de ces relations afin de protéger les femmes et de leur permettre de dénoncer leurs agresseurs en cas de viol.⁵⁵ Or ici, en Belgique, les jeunes que nous avons rencontrés lors des sensibilisations à la vie relationnelle, affective et sexuelle, soit une quarantaine de jeunes, pour la plupart d'origine marocaine, mettent en évidence qu'ils respectent et ont intériorisé cet interdit.

Ainsi, à l'occasion des sensibilisations sur le respect vis-à-vis de l'autre, le sujet a été spontanément abordé par les élèves de 5^{ème} : le débat portait sur l'attitude à adopter s'ils sont témoins de comportements de drague entre des jeunes non mariés. Si, finalement, au terme du débat, la majorité d'entre eux a émis l'avis que chacun disposait de sa liberté et avait le droit d'être respecté, ils expriment qu'ils n'adopteraient pas une telle attitude et que pour leur part, ils ne veulent pas avoir de relations sexuelles hors mariage.

Autour de cet interdit se jouent ainsi, pour les élèves de cette classe du moins, des questions relatives à l'honneur, la fierté de la femme et de la famille, fierté corrélée à

54 FEDERATION LAIQUE DE CENTRES DE PLANNING FAMILIAL, *Les populations originaires du Maroc et de Turquie*, CEDIF, 2006

55 Le 360 : « Code pénal: le CESE pour la dépenalisation des relations sexuelles hors mariage », Par Amyne Asmlal le 29/04/2016 à 22h25, <http://fr.le360.ma/politique/code-penal-le-cese-pour-la-depenalisation-des-relations-sexuelles-hors-mariage-70435>

la peur du regard de l'autre et de la communauté. Quand nous parlons de sexualité, les jeunes filles et les garçons qui n'ont jamais eu de relations sexuelles n'en parlent pas en termes de désir (je n'ai pas envie, ça ne s'est pas présenté), mais abordent le sujet en parlant de leur honneur « je ne suis pas une fille facile », « je ne suis pas une pute »... La peur du regard de l'autre peut ainsi pousser les jeunes filles à transgresser l'interdit social en fréquentant des hommes hors du quartier, ce qui peut les mettre en danger : violence, conduite à risque en matière de sexualité par manque de connaissance, viols...

Deux témoignages intéressants permettent de mettre en évidence ce phénomène.

Le premier est celui d'une jeune du quartier qui a fréquenté un garçon du quartier. Elle témoigne qu'aujourd'hui elle se fait traiter de pute, de « marouaze », appellation donnée à des filles qui « ne se respectent pas » et que son ex est traité de connard. Elle précise également que ce comportement est l'apanage des garçons du quartier qui « ne font que parler de leur couple ». Depuis elle évite davantage le quartier.

Le second est celui d'une jeune fille que nous avons rencontrée dans le quartier de Beekant. Cette jeune fille raconte qu'elle était sortie au parc en présence d'un garçon, alors que ses parents ne lui permettent pas de sortir au parc ni de fréquenter les garçons. Elle raconte ensuite que ce garçon lui a volé son portable et l'a « touchée » et demande à un cousin du quartier de « régler le problème ». Interrogée sur le fait de porter plainte ou d'en parler à ses parents, elle dit qu'elle ne fera pas sinon les ennuis « tomberont sur elle » et sa liberté sera davantage limitée.

Ainsi, au-delà de la problématique de la mixité dans l'espace public, rétablir le dialogue autour du droit d'avoir des relations sexuelles à l'adolescence, amener le jeune à se protéger, l'aider à déterminer lui-même ses choix en terme de sexualité permet de prévenir l'isolement dans lequel le jeune pourrait se mettre, et nous semble essentiel à favoriser pour maintenir les relations intergénérationnelle (et plus particulièrement du soutien et de la protection parentale) essentielles à l'adolescence.

Causes du manque de mobilité des femmes et de leur recherche d'espaces de socialisation sécurisés

Comme mis en évidence par rapport au groupe de parents avec lequel nous travaillons dans le cadre des cours d'alphabétisation et d'activités d'appropriation, une des causes du manque de mobilité de la femme est le manque de connaissance de la langue française et l'analphabétisme, provoquant une difficulté à s'orienter, à

se repérer, et donc se déplacer dans l'espace public, manque de connaissances plus marquées chez les femmes que chez les hommes.

Ici, afin de rendre compte de la mobilité des femmes de façon plus générale, nous focaliserons notre attention sur le lien entre le manque de mobilité et le sentiment d'insécurité vécu par les femmes sur l'espace public et les incitants à rechercher des espaces de socialisation sécurisés.

Nous pensons que ce sentiment d'insécurité est lui-même entretenu par une intériorisation des stéréotypes de genre et provoque un désir de contrôle et de protection dans les choix d'espaces de socialisation.

Le sentiment d'insécurité

Différentes études tendent à montrer que ce phénomène est présent en milieu urbain dans des villes telles que Bruxelles, Chicago ou Bordeaux, mais aucune étude n'a été faite en milieu rural.⁵⁶

Plus spécifiquement à Bruxelles, le moniteur de sécurité met en évidence en 2008-2009 que 66 % des hommes contre 39 % des femmes n'évitent jamais de sortir à la nuit tombée et 11 % des femmes et 3 % des hommes ne sortent pas de chez eux.⁵⁷

En outre, le moniteur de sécurité permet de mettre en évidence que 55 % des femmes et 71 % des hommes se sentent rarement voire jamais en insécurité. Ainsi les femmes évitent plus de sortir à la nuit tombée et ont un sentiment d'insécurité plus important que les hommes.⁵⁸

Les témoignages que nous avons recueillis auprès de l'ensemble des jeunes interrogés vont dans le même sens que ce constat.

Ils permettent de mettre en évidence que les filles, plus que les hommes, se sentent en insécurité à certaines heures et qu'elles adoptent des stratégies d'évitement, alors que les hommes expriment ne pas trop se préoccuper de leur sécurité dans leur déplacement. En 5^{ème} une jeune fille exprime plus précisément qu'elle évite certains

56 Déplacements des femmes et sentiment d'insécurité à Bruxelles : perceptions et stratégies, Marie Gilow, 2015, <http://brussels.revues.org/1274>

57 Femmes et hommes en Belgique, statistiques et indicateurs de genre, édition 2011, institut pour l'égalité des femmes et des hommes, http://igvm-iefh.belgium.be/fr/publications/vrouwen_en_mannen_in_belgi_genderstatistieken_en_indicatoren_editie_2011

58 Ibidem

quartiers majoritairement occupés par les hommes, tels que les rues avec des cafés, et prévoit ses déplacements par d'autres itinéraires. Le documentaire, réalisé par l'AMO Infor Jeunes⁵⁹, met également en évidence ce phénomène.

Concernant les choix d'espaces de socialisation, nous avons en outre mis en évidence dans nos constats un besoin des femmes d'être rassurées (confiance, connaissance, maîtrise des risques).

Intériorisation des stéréotypes de genre

Nous l'avons vécu durant nos sensibilisations dans les écoles : la sensibilisation à l'égalité des genres est difficile, tant les stéréotypes de genre sont intégrés, voir défendus par les élèves. Ainsi, considérant que les femmes et les hommes n'ont pas les mêmes compétences, certains élèves acceptent qu'ils n'aient pas les mêmes droits. Certains élèves ne s'étonnent pas si une femme est « traitée de pute », car elle porte une mini-jupe et estiment qu'elle aurait dû y « penser avant ». Ainsi, la femme est considérée par ces jeunes comme responsable du comportement des hommes, des violences verbales qu'elle subit.

Ces élèves ont intériorisé les stéréotypes de genre, faisant de la femme une « séductrice » et de l'homme un « prédateur ». Ils les ont acceptés comme faisant partie de leur identité.

Or ce type de stéréotype a un impact significatif sur le comportement des hommes en rue, au niveau du harcèlement dont sont victimes les femmes. Le documentaire de Sophie Peeters, tourné en 2012 à Bruxelles, met bien en évidence ce phénomène et les conséquences sur les conduites d'évitement qu'adoptent les femmes en rue.⁶⁰

Au niveau des stéréotypes limitant la mobilité des femmes et leur sentiment de sécurité dans l'espace public, l'étude exploratoire réalisée auprès de 10 femmes circulant à Bruxelles par Marie Gillow apporte un éclairage intéressant en mettant en évidence que l'intériorisation de la vulnérabilité comme composante de l'identité féminine accentue le sentiment d'insécurité, sentiment qui n'est pas corrélé à une plus grande insécurité réelle dont sont victimes les femmes par rapport aux hommes. Elle souligne que les hommes sont plus exposés que les femmes aux violences et explique le décalage entre le danger réel et le danger perçu par une représentation

59 « Sur les pavés l'égalité », outil pédagogique réalisé en 2016 dans le cadre de la campagne de l'AMO InforJeunes sur l'égalité homme-femme dans l'espace public, AMO InforJeunes

60 « Femmes de la rue », Sophie Peeters, 2012

intériorisée de la femme « vulnérable ».

Elle invite à prendre conscience de ce phénomène afin d'envisager des réponses favorisant la sécurité, comme la loi adoptée contre le harcèlement en rue, mais recommande surtout d'agir dans une logique de prévention en sensibilisant la population pour déconstruire les stéréotypes de genre.⁶¹

Conséquences sur la liberté, la sécurité et l'autonomie de la femme

Comme évoqué à travers nos témoignages, les conséquences de ces phénomènes sont importants :

Ils limitent la liberté de la femme au point de vue de ses déplacements et donc de ses activités et de ses choix par rapport à ses fréquentations.

Ils diminuent la sécurité des femmes en les conduisant à cacher leurs conduites et leurs fréquentations, ce qui participe à leur isolement et à une distance intergénérationnelle.

Ils augmentent les représentations stéréotypées de genre par méconnaissance, absence de dialogue et de rencontre entre les personnes de sexe opposé, représentations

qui à leur tour entretiennent les comportements sexistes et leur normalisation et accentuent encore le sentiment d'insécurité et diminuent la mobilité.

Notre action

Pour répondre à ces problématiques de manque de mixité et de manque de mobilité des femmes et de besoin de sécurité, nous proposons d'agir à 7 niveaux :

- Poursuivre, avec les jeunes avec lesquels nous travaillons au sein des écoles et dans les quartiers, ainsi qu'auprès des jeunes relais, les activités de sensibilisation à l'égalité des genres et proposer des actions de ce type à destination des parents et envisager éventuellement des actions de sensibilisation à des groupes de différentes communautés, permettant ainsi à chacun de questionner ses normes et représentations.

61 Déplacements des femmes et sentiment d'insécurité à Bruxelles : perceptions et stratégies, Marie Gilow, 2015, <http://brussels.revues.org/1274>

- Favoriser le dialogue entre les générations sur les comportements à risque provoqué par l'interdiction de fréquenter des hommes, en sensibilisant les parents qui fréquentent notre AMO sur cette problématique.

- Favoriser la mixité dans nos actions, tant dans les groupes de jeunes que dans les groupes d'adultes (groupes relais, micro-projets, groupe alpha, samedi ados) et mettre en place des projets dans lesquels les femmes investissent l'espace public.

- Plus précisément, pour favoriser la mixité dans les micro-projets et les projets relais, qui permettent à leur tour de favoriser une action citoyenne et une implication dans le quartier plus grande de la part des femmes, nous avons décidé de mettre en place des soirées d'informations sur les projets que nous menons à destination des adolescentes, soirées dans lesquelles les jeunes filles et leurs parents pourraient découvrir la nature de nos projets, leurs buts, l'encadrement proposé, mais aussi établir un échange avec nous, préalable à l'engagement des jeunes filles dans l'une ou l'autre de nos actions.

- Poursuivre notre travail de rue en équipe mixte facilitant la rencontre auprès des femmes.

- Soutenir et encourager les projets urbains favorisant la mixité de genre dans le quartier. Nous envisageons ainsi de participer par exemple aux réunions de concertation relatives à l'aménagement des espaces urbains en cours de rénovation, en veillant à ce que les aménagements proposés répondent aux intérêts de tous. Ainsi nous pourrions suggérer par exemple, à l'occasion de l'aménagement d'un espace de loisir (parc), l'aménagement d'un espace de pétanque pour les personnes plus âgées, l'aménagement d'espace de jeux pour les plus jeunes, l'aménagement d'espaces de détente (avec des bancs, etc) permettant aux filles de s'installer, l'aménagement de terrains de sport à destination des adolescentes et des adolescents (terrains de basket, terrain plat permettant la pratique du patin à roulettes...). Nous pourrions également suggérer de favoriser, dans les quartiers commerciaux, l'implémentation de magasins permettant de se restaurer et de boire un verre sur place, offrant par là une alternative aux « cafés des hommes » que nous connaissons chaussée de Gand. Une autre piste pourrait être d'impliquer les jeunes, à l'occasion d'un micro-projet ou des samedis ados, sur des actions d'aménagement du territoire.

- Agir l'égalité des genres dans les animations que nous proposons aux enfants dans le cadre de l'accueil ouvert, en donnant à tous les enfants les mêmes droits et en évitant les discours sexistes : constitution de groupes mixtes, accès à tous aux mêmes jeux et activités, en veillant à sensibiliser chaque membre de l'équipe à l'éducation à l'égalité des genres.

- Enfin, nous pensons qu'il est nécessaire de penser à l'intégration de l'homme dans les accompagnements individualisés que nous proposons aux familles et de veiller, dans tous les cas, à la permettre.

Territorialisation de l'espace public dans le quartier de Beekkant par une quinzaine de jeunes

Précisions sur nos constats et contextualisation

Dans le quartier de Beekkant, un groupe de 10 à 15 jeunes, tous des garçons, de 15 à 22 ans occupent l'espace public en bas des immeubles d'habitation du Boulevard Machtens, ainsi que, par beau temps, dans le parc Marie-José.

D'après les observations que nous avons pu effectuer auprès de ces jeunes, mais aussi les observations des éducateurs de rue de la LES (Lutte contre l'Exclusion Sociale à Molenbeek) avec qui nous collaborons dans ce quartier ainsi que celles des concierges et du collectif des habitants de Machtens, ce groupe de jeune tend à se marginaliser de plus en plus et à s'appropriier le territoire en limitant son appropriation par d'autres groupes, en menaçant et insultant les habitants, concierges, éducateurs, travailleurs sociaux.

Les revendications de ces jeunes sont d'acquiescer un espace à eux, dans lesquels ils pourraient bénéficier d'une liberté d'action, mettant en évidence le manque d'espace pour se réunir chez eux et dans le quartier. Ce qui inquiète les habitants et les associations actives dans le quartier c'est que cette revendication est assortie d'un discours de haine et de refus de l'autorité en place (ils font ainsi référence à la police, mais aussi à tous les intervenants sociaux qui, selon leurs propres mots, sont « de mèche avec le système, sont tous des vendus »).

En outre et depuis 6 mois, des phénomènes de plus en plus récurrents de délinquance sont observés par la police et les habitants, de la part de certains jeunes de ce groupe : vandalisme sur du mobilier urbain, dans les caves des habitations ; agressions verbales et physiques envers les habitants, passants et acteurs de terrain ; intrusion dans les immeubles ; nuisances sonores (motos, jeux, pétards), trafic de cannabis, vol.

Ce phénomène est dénoncé par le comité des habitants Machtens qui depuis le mois d'octobre 2016 interpelle la Bourgmestre pour qu'une réponse urgente soit donnée. En outre les chiffres relatifs à la délinquance sur Molenbeek vont dans le sens de nos observations puisqu'ils mettent en évidence une augmentation des faits de délinquance de 13,1 % en 2014 dans le secteur Marie-José, situé entre le métro Beekkant et la gare de l'Ouest, alors que, dans le même temps une baisse globale de la délinquance a été observée dans les autres quartiers de Molenbeek.

Les conséquences

Comme dit plus haut, ces phénomènes de plus en plus récurrents de délinquance sont observés par la police et les habitants, de la part de certains jeunes de ce groupe : vandalisme sur du mobilier urbain, dans les caves des habitations ; agressions verbales et physiques envers les habitants, passants et acteurs de terrain ; intrusion dans les immeubles ; nuisances sonores (motos, jeux, pétards), trafic de cannabis, vol.

Ils sont dénoncés par le comité des habitants Machtens qui depuis le mois d'octobre 2016 interpelle la Bourgmestre pour qu'une réponse urgente soit donnée. En outre les chiffres relatifs à la délinquance sur Molenbeek vont dans le sens de nos observations puisqu'ils mettent en évidence une augmentation des faits de délinquance de 13,1 % en 2014 dans le secteur Marie-José, situé entre le métro Beekkant et la gare de l'Ouest, alors que, dans le même temps une baisse globale de la délinquance a été observée dans les autres quartiers de Molenbeek.⁶²

Les causes

Nous pouvons émettre un certain nombre d'hypothèses sur les facteurs déclenchants ayant conduit à cette situation, hypothèses que nous formulons suite à l'écoute des difficultés exprimées par les jeunes de Beekkant mais aussi suite à notre observation de terrain. Ainsi parmi les causes possibles de ce phénomène nous pouvons citer :

- La vétusté et l'inadéquation des logements par rapport aux besoins des familles ne permettant pas d'intimité au sein de l'habitation et favorisant un regroupement des jeunes dans l'espace public.

62 La carte des quartiers les plus dangereux de Molenbeek J TH publié le 02/08/2015 www.dhnet.be

Le vif : « molenbeek : couvre-feu pour le quartier Beekkant », 02/03/17 à 10:33 - Mise à jour à 10:32, <http://www.levif.be/actualite/belgique/molenbeek-couvre-feu-pour-le-quartier-beekkant/article-normal-622409.html>

- L'absence de lieux de socialisation agréables, tels qu'une maison de quartier, une maison de jeunes.
- Le manque de réponses aux difficultés scolaires vécues par les familles les plus fragilisées : absence d'école de devoir, manque de lien entre les institutions scolaires et les familles menant à l'échec, voir à l'exclusion, et au sentiment d'abandon et de rejet.
- Le manque de perspectives professionnelles dont sont victimes ces jeunes et qui les poussent à adopter des attitudes illégales telles que le vol ou le trafic illégal et qui les marginalisent d'autant plus.
- Le sentiment d'injustice que ressentent les jeunes, entraînant une frustration et pour certains une adhésion à des valeurs radicales.
- Et peut-être une fragilité identitaire dont les causes sont à rechercher dans les parcours individuels du jeune les ayant poussés à rechercher des figures d'attachement et un groupe identificatoire fort dans lequel ils se sentent reconnus et protégés.

L'analyse des processus de radicalisation, et plus particulièrement de la pyramide de Moghaddam est intéressante pour expliquer comment, au départ d'un sentiment d'injustice, certains jeunes en viennent à commettre des actes de violence et à adhérer à des valeurs radicales.⁶³

Ainsi, tout en bas de la pyramide, on retrouve le sentiment d'injustice, entraînant lui-même une quête de justice (deuxième pallier de la pyramide).

Si cette quête conduit à l'échec, cela entraîne la frustration, sentiment très présent chez les jeunes que nous rencontrons à Beekant, le bouc émissaire pouvant être identifié comme les citoyens ou les autorités. Cette frustration mène certains jeunes à des agressions verbales ou physiques. Le Service Prévention de la radicalisation violente met en évidence à ce niveau la grande importance du groupe : « les fréquentations jouent un grand rôle dans la canalisation des émotions des membres du groupe à l'encontre de ceux qui n'en font pas partie. Cela renforce la cohésion au sein du groupe. La recherche de commettre des actions violentes est de plus en plus fréquente ».⁶⁴

63 Rapport de formation sur la radicalisation donnée par le Service de Prévention de la radicalisation violence

64 Rapport de formation sur la radicalisation donnée par .

Le prochain palier est franchi quand le jeune adhère moralement au groupe radical, c'est-à-dire quand la violence est banalisée, ce qui le coupe des normes de la société dans laquelle il évolue. La nouvelle moralité est celle mise en place par le groupe pour atteindre ses buts, les autorités étant perçues comme immorales. Alors, « la clandestinité dans laquelle le groupe évolue tend à renforcer le sentiment d'isolement, mais également de rejet du reste de la société. Le groupe est vu d'une part comme étant la seule solution pour atteindre le but et amorcer le changement voulu et d'autre part comme un refuge, une seconde famille pour des individus se sentant rejetés. »⁶⁵ C'est le cas d'une partie des jeunes de Beekant.

Les deux dernières étapes du processus de radicalisation (poursuite de la radicalisation et acte terroriste) n'ont pas été franchies par les « jeunes de Beekant ». Ainsi, si ces jeunes ne commettent pas d'acte terroriste et ne désirent pas le faire, il n'en reste pas moins que leur attitude témoigne d'un phénomène qui s'auto-entretient et dont il est essentiel de les aider à sortir, sous peine de davantage de marginalisation.

Plus précisément, François Dubet et Didier Lapeyronnie montrent comment une désorganisation sociale telle que celle dont les jeunes de ce quartier se disent victimes peut conduire à un repli sur soi et à un refus de l'autorité : « Le quartier décrit par les acteurs, notamment les jeunes, paraît défait, cassé, anarchique. De leur point de vue, il ne s'agit pas seulement de pauvreté d'une société dont on ne perçoit guère les règles et les principes au-delà du petit groupe des amis. Cependant, cette impression de désorganisation n'exclut pas un attachement au quartier qui apparaît comme le seul espace réellement possédé, et maîtrisé, celui de l'enfance et des amis, celui qui préserve de l'humiliation et de la honte ».

Notre action

En réponse à ce constat, nous pensons qu'il est nécessaire, plus que jamais, de poursuivre notre travail social de rue auprès des jeunes qui fréquentent le quartier de Beekant afin de les inviter à participer aux micro-projets et aux projets « relais » et ainsi les sortir du quartier, leur permettre de faire des rencontres avec d'autres jeunes, afin qu'ils puissent intégrer d'autres groupes d'appartenance, mais aussi laisser entrer l'extérieur dans le quartier pour apporter une diversité de pensée et de vision du monde, leur permettre de prendre conscience que face à des problématiques similaires, d'autres attitudes et solutions peuvent exister.

Concrètement, le projet « Streetscool Molenbeek » nous permettra d'agir dans ce sens.

65 ibidem

En outre, nous pensons qu'il est urgent de construire un espace de concertation collective entre habitants, responsables politiques, associations, éducateurs du quartier et jeunes afin que chacun puisse chercher des solutions aux difficultés rencontrées dans le quartier, pour que chacun puisse être écouté, respecté, entendu dans ses besoins et revendications et que le dialogue se rétablisse. Par un rétablissement d'un dialogue, par la mise en œuvre d'un projet communautaire visant à restaurer le bien-être dans le quartier grâce à l'intervention de tous les bénéficiaires, y compris les jeunes, nous pensons que chacun sera plus enclin à respecter les décisions prises collégialement. Nous pensons en effet que permettre aux jeunes de participer aux processus décisionnels pourrait participer à rétablir le sentiment de justice et de diminuer ainsi la frustration et les actes qui y sont liés.

En parallèle, nous pensons qu'il serait intéressant de pouvoir nuancer nos hypothèses en questionnant les parcours précis des jeunes que nous rencontrons à Beekant en termes de scolarité, d'accès à l'emploi, d'inclusion sociale dans l'objectif d'apporter un meilleur soutien à leurs revendications ainsi qu'une réponse adaptée et ciblée pour chacun. Cette analyse permettrait d'objectiver les revendications des jeunes, d'expliquer les sentiments qui les traversent aux habitants et citoyens, et permettrait à tous d'envisager des solutions concrètes sur base d'une plus grande compréhension et tolérance mutuelle.

Enfin, nous pensons qu'il est indispensable de poursuivre notre action d'accueil ouvert dans l'espace public et plus précisément dans le parc des Muses, afin de favoriser la rencontre entre des publics qui ne se côtoient pas naturellement à savoir les parents, les enfants et les jeunes, les différentes générations habitant et occupant le quartier. Nous revendiquons plus que jamais, l'urgence de créer dans ce quartier une maison de quartier ou une maison de jeunes, pour réduire le sentiment de rejet, le repli sur soi et répondre aux demandes des jeunes et des familles au niveau du soutien à l'emploi, à la scolarité, et de l'accueil extra-scolaire.

AUTO- DÉTERMINATION DANS LA VIE RELATIONNELLE, AFFECTIVE ET SEXUELLE

Rendre les jeunes capables de s'émanciper par rapport aux appartenances familiales et culturelles pour leur permettre de faire des choix personnels quant à leur vie relationnelle, affective et sexuelle, tout en maintenant des liens solides d'attachement avec leur famille (leurs parents) et leur milieu ; en les protégeant et les rendant acteurs des influences qui s'exercent entre pairs sur leurs attitudes et leurs comportements, est un objectif que nous tentons de réaliser à travers la mise en place des « Projet Relais ».

Les « Projet Relais » ont été développés afin que les jeunes agissent auprès de leurs pairs en adoptant une attitude CRACS « citoyens responsables actifs critiques et solidaires »⁶⁶. Concrètement les jeunes sont accompagnés afin de les rendre conscients des influences qu'ils ont sur les autres jeunes et des influences qui s'exercent sur leurs comportements et sur leurs choix, de les rendre responsables de leurs choix, de leur donner des moyens concrets pour agir et favorise un mieux-être dans le quartier, à l'école, dans leurs relations interpersonnelles, dans leurs relations avec leurs parents et dans leur couple.

Les accompagnements que nous offrons aux jeunes relais visent donc à leur permettre d'adopter des comportements plus adéquats pour eux-mêmes en réponse à leurs objectifs de projets ou de vie, mais aussi à leur permettre d'exercer une influence positive sur les jeunes qu'ils fréquentent. En outre, nous les sensibilisons à l'importance de veiller à favoriser le lien entre les jeunes et les parents et travailleurs sociaux s'ils sont témoins de difficultés vécues par des jeunes qu'ils rencontrent.

Ainsi, les projets relais sont complémentaires à nos actions de soutien individualisés afin de favoriser la formulation d'une demande d'aide auprès de nos services par les familles et les jeunes en difficultés.

Nous présenterons ici les constats et ensuite nos projets relais, et analyserons les difficultés et limites et les pistes envisagées pour les développer.

CONSTATS

Les projets relais sont nés sur base du constat selon lequel les aînés influencent les relations et comportements des plus jeunes qui ont, en outre, l'habitude de se confier plus facilement à des autres jeunes plutôt qu'à des professionnels ou à leurs parents quand ils sont confrontés à une difficulté.

Pour notre part, nous avons pu faire le constat de l'influence des pairs sur les attitudes et comportements des jeunes durant l'adolescence via l'observation du comportement des jeunes à l'occasion de l'ensemble de nos actions réalisées auprès d'eux : travail de rue, micro-projets, samedi ados, accueil ouvert, animations dans les écoles, actions qui nous ont permis de rencontrer des centaines de jeunes de Molenbeek.

Durant ces actions nous avons en effet pu observer entre jeunes des processus d'identification (au niveau du langage, des gestes, des habitudes vestimentaire...), une grande influence de la dynamique de groupe sur les choix individuels, une difficulté, à l'occasion des échanges d'idée sur la vie affective ou des formations que nous leur proposons, de prendre une position différente de celle ressentie comme majoritaire dans le groupe et une volonté de se conformer.

Or nous avons pu constater que cette influence n'est pas toujours consciente, ni positive. Nous avons ainsi pu observer des groupes, dans le cadre du travail de rue, qui adoptent des conduites à risque (consommation de psychotropes) de repli et rejet de l'adulte, nous avons été témoins de transmission d'informations erronées relatives à la sexualité et aux moyens de contraception, nous avons pu observer des discours et des attitudes discriminatoires vis-à-vis des femmes ou vis-à-vis de certains groupes (homophobie, racisme,...), nous avons été témoins d'un manque de dialogue ouvert entre les jeunes et leurs parents sur leur vie affective. Les enseignants quant à eux mettent en évidence l'existence, au sein de l'école, de comportements de racket et de vols ainsi que de comportements portant atteinte à l'intégrité physique (abus sexuel, violence, etc.) et sont inquiets quant aux phénomènes de harcèlements via les réseaux sociaux.

Si nous prenons un peu de recul et questionnons les recherches cliniques portant sur l'influence des pairs sur les attitudes et les comportements, nous pouvons considérer que cette influence est propre à l'adolescence et n'est pas typique d'un groupe social, culturel ou économique particulier. Ainsi Frederic Atger montre que les jeunes vivent des situations d'attachement entre pairs de plus en plus importantes, du fait

d'une plus grande distance vis-à-vis des parents : « La poussée vers l'autonomie crée une forte incitation à utiliser les pairs comme figures d'attachement pour satisfaire les besoins d'attachement tout en prenant ses distances avec les parents. Car les besoins d'attachement ne disparaissent pas : ils sont progressivement et partiellement transférés sur les pairs. Ce transfert implique une transformation en ce qui concerne la polarité : on passe de relations asymétriques, l'enfant reçoit l'attention d'une figure parentale protectrice, à des relations réciproques, dans lesquelles chacun offre et reçoit un soutien. Les changements aux niveaux physique, cognitivo-affectif, et des compétences sociales vont permettre à l'adolescent d'assurer ce rôle protecteur, de devenir lui-même pour la première fois une figure d'attachement. »⁶⁷

L'auteur met en outre en évidence que dans le cas d'attachement sécure avec les parents, les jeunes ont plus facilement tendance à continuer de se confier à eux alors que dans le cas de relations d'attachement insécure avec les parents, l'attachement aux pairs est plus important. Ce constat nous permet donc de penser que les jeunes les plus fragilisés en termes de lien à l'adulte sont les plus soumis aux influences des pairs, et par conséquent les plus vulnérables face à des influences négatives.

Or, ces jeunes, qui ont vécu des attachements fragiles, sont aussi les jeunes qui sont les plus en difficulté psychique : « Insécurité de l'attachement et pression vers l'autonomie, lorsque leur intensité est trop grande ou leur rapport trop inégal, risquent à l'adolescence, de déséquilibrer la balance attachement-exploration, de transformer la base sûre en prison, paralysant le développement du sujet, avec comme seule issue l'agir pathologique. »⁶⁸

Selon l'auteur, « l'état d'esprit insécure et (la) fragilité des assises narcissique sont des notions très proches et constituent un facteur de risque de survenue de troubles psychopathologiques à l'adolescence. L'insécurité des relations d'attachement n'est pas un trouble en soi, mais elle s'accompagne d'une mauvaise image de soi, d'une incertitude quant à la capacité d'être aimé (lovability), de sentiments de peur et/ou de colère vis-à-vis des parents, dont l'intensité peut déborder l'adolescent. Le sujet risque alors d'avoir recours à des stratégies défensives, qui le rendent plus vulnérable à la souffrance psychologique et aux troubles du comportement. (...) »⁶⁹

67 Frédéric Atger, « L'attachement à l'adolescence », *Dialogue* 2007/1 (n° 175), p. 73-86. DOI 10.3917/dia.175.0073 ; www.cairn.info/revue-dialogue-2007-1-page-73.htm; pp 77

68 Ibidem, pp 79

69 Ibidem, pp 79

Il identifie, parmi les adolescents qui vivent des relations d'attachement insécure, différentes sortes d'attachement :

L'attachement « insécure-détaché », où les jeunes ont tendance à développer des troubles « externalisés » tels que des troubles de conduite alimentaires, conduites addictives, une dépression, une forme externalisée de troubles anxieux ou une personnalité antisociale. Ces adolescents ont tendance à ne pas exprimer leurs affects, à détourner l'attention d'eux-mêmes et de leurs angoisses sans résoudre pour autant les représentations négatives qu'ils ont d'eux-mêmes ni leurs conflits internes.

L'attachement « insécure -préoccupé », où les jeunes sont au contraire débordés par leurs affects, et présentent des pathologies de type narcissique, hystérique ou anxio-dépressif.⁷⁰

L'analyse des comportements pathologiques que présentent les jeunes dans le cas de relations d'attachement insécure nous permet donc de saisir à quel point il est primordial de favoriser une relation d'attachement « forte » entre le jeune et ses parents pour lui permettre de développer ses compétences physiques, intellectuelles et sociales.

L'auteur, défendant cette idée, met en évidence que « l'autonomie de l'adolescent ne se développe pas dans l'isolement, mais dans le contexte d'une relation proche toujours possible avec ses parents lorsqu'il la demande... »⁷¹

L'analyse de ces deux constats nous donne confiance dans la nécessité de poursuivre nos projets relais en offrant un accompagnement auprès des jeunes afin

- qu'ils acquièrent une plus grande conscience de leurs actes et comportements et qu'ils adoptent ainsi une attitude plus responsable, favorisant grâce aux phénomènes identificatoires, des attitudes positives chez les jeunes qu'ils fréquentent

et

- qu'ils favorisent un maintien d'échanges verticaux avec les parents ou travailleurs sociaux quand ils sont témoins de difficultés ou de comportements à risque ou d'isolement de la part des adolescents qu'ils rencontrent.

70 Frédéric Atger, « L'attachement à l'adolescence », *Dialogue* 2007/1 (n° 175), p. 73-86. DOI 10.3917/dia.175.0073 ; www.cairn.info/revue-dialogue-2007-1-page-73.htm

71 Ibidem, pp. 76

Néanmoins, si nous voulons que les jeunes relais aient une influence sur les jeunes les plus en difficultés, nous devons tenir compte du fait que ces derniers n'ont peut-être pas tendance à se côtoyer et à s'identifier les uns aux autres naturellement.

En effet, l'étude de Jean Pascal Assailly met en évidence que les jeunes ont tendance à rechercher des relations avec d'autres jeunes qui leur ressemblent. Il explique que dans la création des liens d'attachement, deux phénomènes peuvent coexister :

- « L'influence : Lorsque les comportements d'un individu et ceux de ses pairs se ressemblent, on peut invoquer un apprentissage social : le sujet « modèle » son comportement sur celui d'autrui, particulièrement les autrui significatifs, afin de se conformer aux normes de son groupe.
- La sélection : La ressemblance peut provenir d'un processus de sélection. Le sujet a tendance à composer son groupe d'amis, avec des individus dont les comportements ressemblent aux siens. Les groupes vont se former autour d'intérêts communs (alcool, cannabis, runs en voiture, pratique d'un sport « extrême », etc.). Une fois cette sélection opérée, les influences peuvent bien sûr se produire, les liens créés vont renforcer les motivations relatives au comportement en question. » ⁷²

Favoriser une rencontre et un travail communautaire, par le biais des micro-projets, entre les différents groupes de jeunes, semble donc, encore et toujours, indispensable pour répondre à cette difficulté et toucher, réellement, l'ensemble des jeunes du quartier.

NOTRE ACTION

Concrètement, entre 2014 et 2017, et dans une logique de continuité par rapport au travail que nous avons proposé les années précédentes, nous avons développé les projets relais au sein de deux espaces de vie et de socialisation importants : l'école et le quartier.

Les jeunes relais dans le quartier

Travailler avec et former des jeunes qui peuvent agir comme relais dans le quartier nous a demandé de mettre en place une approche progressive auprès de l'ensemble des jeunes que nous rencontrons durant le travail social de rue, afin d'être identifié

72 Jean-Pascal Assailly, « Les conduites à risque des jeunes : un modèle socioséquentiel de la genèse de la mise en danger de soi », *Psychotropes* 2006/2 (Vol. 12), p. 49-69. DOI 10.3917/psyt.122.69, pp. 63

comme travailleurs sociaux, de susciter le désir de nous rencontrer, de construire une relation de confiance et enfin de construire des projets ensemble.

Ainsi, durant le travail de rue, nous avons rencontré des dizaines de jeunes avec lesquels nous avons noué des échanges ponctuels (rencontres informelles, prise de contact) ou plus réguliers, et, à l'occasion de ces rencontres, nous les avons invités à participer à des projets plus formels tels que les micro-projets permettant aux jeunes de partir en voyage ou en week-end dans le cadre d'un processus de mise en autonomie dans lequel nous travaillons la responsabilisation, la rencontre et l'ouverture à l'autre.

Sur l'ensemble des jeunes rencontrés, 14 ont réalisé depuis 2014 au moins un micro-projet. Notre rôle dans le cadre des micro-projets est de leur donner des outils didactiques sur la pédagogie du projet et des opportunités pour leur auto-financement, mais aussi d'installer une dynamique de groupe favorisant la rencontre, l'entraide, l'ouverture à d'autres jeunes du quartier, hommes et femmes.

De ces rencontres sont nées, chez certains, le désir de s'impliquer plus concrètement dans le quartier. Nous avons alors pu leur proposer une formation « relais », durant laquelle ils suivent une formation en animation, en communication/développement personnel, et en premiers soins. Au terme de cette formation, les jeunes « relais » ont pris une part active à l'un ou l'autre de nos projets tels que les samedis ados, qui permettent la rencontre des jeunes avec d'autres communautés, ou les accueils ouverts du mercredi après-midi. Ainsi 21 jeunes ont suivi la formation relais entre 2014 et aujourd'hui, et plus de 95 jeunes ont participé à nos activités.

Concrètement, ils ont participé, durant ces moments à l'accueil des enfants et des jeunes, ils ont proposé des animations en soutien à l'équipe d'animation en place, ils ont offert écoute et attention aux enfants, et ont fait connaître les activités que nous proposons aux autres jeunes du quartier et nous ont ainsi servi de lien vers les jeunes qui ne viennent pas spontanément vers nous.

Si le processus de rencontre mis en place pour susciter l'implication des jeunes dans les micro-projets ou dans le projet relais a été efficace auprès des garçons, nous estimons cependant qu'il doit être redéfini pour favoriser l'implication des filles du quartier. En effet, sur les 21 relais, 20 % sont des filles et 80 % sont des garçons. En outre les filles que nous avons rencontrées durant le travail de rue ne sont qu'10 % des filles ayant participé à nos projets relais. Les autres ont été rencontrées à l'occasion des différentes activités proposées par l'AMO (accueil ouvert, coaching).

Nous reviendrons plus en détail sur cette difficulté de constituer des groupes de jeunes mixtes et des solutions à apporter dans l'analyse de l'occupation de l'espace public par les hommes et les femmes.

Les résultats atteints concernant les demandes d'accompagnement qui ont été formulées suite à l'intervention des relais dans le quartier sont encourageants. Ainsi, suite aux sensibilisations mises en place à la Gare de l'Ouest par les relais, on note une augmentation significative des passages qui passe de 388 en 2014 à 531 pour 2015

Concernant les résultats atteints via l'intervention des relais dans le quartier de façon plus informelle et en dehors des projets d'Atout jeunes dans lesquels ils s'impliquent, il serait intéressant, pour le prochain diagnostic social, d'analyser de façon qualitative les actes citoyens, actifs, responsables et solidaires qu'ils ont posés et leurs conséquences sur la vie de quartier.

En outre nous envisageons de construire des projets dans le quartier qui permettraient la rencontre entre les jeunes relais et les jeunes qui manifestent, par leurs attitudes ou leurs comportements, un repli sur soi et une difficulté sociale (cf. occupation de l'espace public). Nous espérons par-là permettre à certains d'entre eux de sortir de leur groupe « d'appartenance » initial, de trouver de l'aide auprès des intervenants sociaux et de construire des relations d'attachement avec d'autres jeunes, moins fragilisés et adoptant des attitudes plus responsables, les conduisant à des conduites moins risquées.

Pour finir, et s'il est nécessaire de le rappeler, cette action se veut complémentaire à l'accompagnement individualisé des jeunes et de leurs familles et se veut complémentaire à notre propre travail auprès des jeunes dans le cadre du travail de rue : identification des jeunes en difficulté, proposition d'aide, recherche de services spécialisés si les accompagnements nécessaires dépassent notre propre cadre de travail (accompagnement psychologique, juridique, administratif...).

Les jeunes relais à l'école des Ursulines

Notre travail à l'école des Ursulines s'est mis en place suite à une demande de l'équipe éducative qui a exprimé le besoin d'offrir un espace de discussion et d'échange autour de la vie affective et sexuelle, suite à des constats d'abus sexuels dont ont été victimes certains élèves. L'équipe s'est ainsi tournée vers Atouts Jeunes en mettant en évidence une difficulté d'aborder ces sujets (la sexualité est un sujet tabou) tant à l'école qu'en famille, et le besoin d'un accompagnement sur le long

terme, complémentaire à l'information qui est donnée par les planning familiaux qui interviennent de façon ponctuelle.

Ainsi un projet d'accompagnement des classes de 5^{ème} et 6^{ème} TQ a vu le jour en 2013, tout au long de l'année, à raison d'une séance de 50 min par semaine. Ce projet vise à permettre aux jeunes d'adopter des attitudes responsables, à les rendre conscients des risques auxquels ils s'exposent et à conscientiser à leur tour les plus jeunes de l'école sur des comportements respectueux de soi et de l'autre. Notre hypothèse est qu'en mettant en place d'un dispositif de sensibilisation par les pairs, les conduites à risques et les actes portant atteinte à l'intégrité physique ou psychologique du jeune diminueront et les demandes d'accompagnement, de conseil et de soutien auprès des professionnels augmenteront, ce qui aura un impact positif sur la vie scolaire et sur l'accrochage scolaire et plus largement sur la vie relationnelle, affective et sexuelle des jeunes de l'école.

Cependant, et malgré un réel enthousiasme de la part des partenaires (l'AMO et l'équipe éducative) la mise en œuvre du processus de sensibilisation par les pairs à la vie affective, relationnelle et sexuelle au sein de l'école n'a pas été si évidente.

La première difficulté à laquelle l'équipe d'Atouts jeunes a été confrontée était la difficulté de lever les tabous relatifs aux sujets portant sur la sexualité.

Dès lors, les thématiques abordées ont été, durant l'année 2015-2016, limitées à des thématiques liées à la vie relationnelle (vie en classe, vie à l'école, vie en famille, vie en couple, droits de l'enfant...). Des sujets tels que le respect, la tolérance, la gestion des conflits, les émotions et leur expression, ont ainsi été abordés avec les 5^{ème}. Les 6^{ème} années ont, quant à eux, vécu des activités de sensibilisation à l'écoute, à la relation d'aide, et ont été accompagnés à la mise en place d'activités de sensibilisation auprès des 1^{ère} et 2^{ème} ainsi qu'à la mise en place de « permanences relais » durant les cours de récréation.

Si les animations avec les premières et deuxièmes secondaires ont été vécues positivement par les 6^{ème} comme par les 1^{ère} et 2^{ème}, la mise en place des « permanences relais » durant les cours de récréation a été plus difficile, en atteste le manque de demande qui a été adressée de la part des élèves de l'école durant ces permanences.

Au début de l'année scolaire 2016-2017, nous avons donc réalisé avec les élèves de 6^{ème} secondaire un aperçu des difficultés relatives à la mise en œuvre de ce projet. Les élèves ont pu ainsi exprimer leurs craintes par rapport à leur rôle de relais :

- Les autres jeunes ne viennent pas vers nous, les jeunes de l'école se confient entre amis, mais ne recherchent pas notre intervention
- Les plus jeunes n'oseront pas nous demander conseil s'ils ont besoin d'aide
- Nous pourrions donner de mauvaises informations ou de mauvais conseils : c'est une responsabilité qui fait peur, nous ne sommes pas assez informés
- Nous n'avons pas tous envie d'être relais : pendant la récréation, nous sommes en pause
- Nous devons être formés à l'écoute, avoir un cadre d'écoute, un cadre de parole pour assurer la confidentialité.

Après analyse de ces craintes, nous pouvons mettre en évidence 4 besoins qui doivent être rencontrés pour permettre la réussite du projet de « permanence relais » dans l'école.

Le premier, préalable au processus, correspond à la nécessité de répondre à la demande des élèves de vivre des activités de sensibilisation sur des sujets par rapport auxquels ils ne se sentent pas, ou insuffisamment informés tels que la sexualité, le harcèlement, la violence, les conduites à risques...

Le second besoin, permettant la mise en œuvre du projet relais, correspond à la nécessité de faire prendre conscience aux jeunes de l'influence qu'ils exercent sur les plus jeunes afin de favoriser l'envie de s'impliquer comme relais, tout en tenant compte de leurs réticences (besoin de récréation, de pause...).

Enfin, pour permettre un déroulement optimal du projet, il semble indispensable d'organiser des rencontres formelles, et ce, dès le début de l'année, durant les heures de cours, entre les jeunes relais et les plus jeunes de l'école, pour qu'ils soient identifiés comme relais et qu'une relation de confiance s'établisse entre les élèves. De plus, avant de leur demander d'agir sur le terrain, une formation à l'écoute et à la connaissance des partenaires professionnels auxquels ils peuvent s'adresser s'ils ne se sentent pas capables de résoudre une difficulté pour laquelle ils sont interpellés semble une étape indispensable.

Ces conditions n'étant pas réunies pour les 6ème, les permanences ne seront pas mises en place durant l'année académique 2016-2017 et la priorité a été donnée à la rencontre des demandes des jeunes de vivre des activités de sensibilisation

pour eux-mêmes, sur des sujets qu'ils n'ont pas eu l'occasion de traiter l'année précédente. Ainsi les thèmes suivants ont été travaillés : « inégalité homme-femme, discrimination et harcèlement », « violence : qu'est ce qui la provoque, comment l'éviter, comment réagir comme ami et comme professionnel ? », « autorité et soumission : qui exerce l'autorité, quelle est l'influence des pairs sur les conduites à risques, comment poser ses limites ». Ils proposeront des animations en première et deuxième sur ces thématiques puis vivront des activités de sensibilisation sur les droits de l'homme et de la femme dans le mariage et sur la vie en couple au niveau sexuel et affectif, sujets qui les intéressent particulièrement.

Avec les 5^{ème} l'année 2016-2017 a été consacrée à la sensibilisation sur des thèmes tels que « le respect et l'écoute », « la vie sexuelle et affective », « la violence », « le harcèlement et la discrimination homme-femme », et les « conduites à risque à l'adolescence ». Au terme de cette année de formation, et arrivés en 6ème, les élèves seront alors invités à se questionner sur l'influence qu'ils exercent, peuvent et veulent exercer sur les plus jeunes, et à définir le projet de permanence relais qu'ils porteront. Ensuite, ils seront invités à préparer une activité pour les premières et deuxièmes années, et ce, dès le début de l'année scolaire, sur un des sujets qu'ils auront eu l'occasion d'aborder en 2016- 2017 afin d'être connus des plus jeunes et identifiés comme relais. Une formation à l'écoute et une connaissance du réseau des professionnels ponctuera notre accompagnement auprès d'eux et leur permettra de mettre en place des permanences dans un cadre rassurant.

Plus spécifiquement, concernant les sensibilisations à la vie sexuelle, l'équipe a d'Atout jeune a proposé aux 5^{ème} des sensibilisations à l'avortement, la contraception et les IST, afin de répondre à un besoin urgent exprimé de la part des élèves.

En effet, les élèves des classes de 5^{ème} et 6^{ème}, interrogés en début d'année, témoignaient d'une profonde méconnaissance de leur corps, d'une méconnaissance des moyens de contraception, d'une sous-information concernant leurs droits relatifs à la contraception et à l'IVG, d'une demande d'information concernant les violences conjugales, d'une demande d'espace d'échange sur la vie en couple, d'une méconnaissance des moyens de préventions des IST...

D'après les élèves, au moins la moitié d'entre eux n'a jamais bénéficié d'une action de sensibilisation par un planning familial du fait de changement d'école en cours de parcours. D'autre part, la dernière intervention proposée par le planning familial Rosa, avec lequel l'école est partenaire, s'est déroulée alors qu'ils étaient en troisième secondaire et les thèmes abordés étaient dès lors sensiblement différents.

Ces témoignages interpellant nous permettent de penser que les animations EVRAS proposées dans les écoles à Bruxelles et plus particulièrement à Molenbeek sont soit insuffisantes soit mal répartis.

Par ailleurs, lors du salon EVRAS ayant eu lieu le 24 et 25 novembre 2016 organisé par la fédération Laïque des Centres de Planning Familial avec le soutien de la Cocof, les professionnels issus du secteur scolaire, du handicap, de la promotion de la santé, de l'aide à la jeunesse, de l'associatif, se sont rassemblés pour affirmer non seulement la nécessité de poursuivre et de professionnaliser les interventions EVRAS dans les écoles afin d'agir dans une logique de prévention (prévention relative à la contraception, à la violence, à la discrimination, aux IST,...), mais aussi afin de mutualiser les compétences et d'agir en collaboration sur le terrain pour une plus grande efficacité et complémentarité, relevant l'importance d'offrir à chaque enfant non pas une, mais différentes sensibilisations EVRAS en cours de scolarité, ceci afin de répondre à des besoins en évolution au cours du développement de l'enfant et du jeune.

Ainsi, suite au salon EVRAS, l'AMO Atouts Jeunes, le Planning Leman, le Planning du Karreveld et l'ASBL Sida'sos se sont rencontrés afin de dresser ensemble un aperçu de l'offre d'animation Evras sur Molenbeek. Cette rencontre a eu lieu en décembre 2016.

Selon l'aperçu que nous avons pu dresser alors, il apparaît que nous sommes dans l'incertitude concernant l'offre apportée dans l'école Serge Creuz dans les implantations II et III, que l'implantation I de Serge Creuz est prise en charge en troisième secondaire par le planning du Karreveld et que l'école des Ursulines bénéficie d'une animation proposée par le planning Rosa en troisième secondaire. L'offre en primaire quant à elle étant couverte par le planning du Karreveld, les PSE et PMS.

De plus, suite à une interpellation de notre part relative à la méconnaissance dont témoignent les 5^{ème} à propos de la vie sexuelle, Sida'sos met en évidence que les interventions des plannings peuvent avoir lieu dans les écoles actuellement aléatoirement sur différentes années du cursus ce qui permettrait d'expliquer pourquoi certains élèves qui changent d'école n'ont pas l'occasion d'en bénéficier. Pour éviter à l'avenir ce phénomène, l'ASBL Sida'sos propose d'intervenir systématiquement, et ce dans toutes les écoles de Bruxelles, en 6^{ème} primaire, en 1^{ère} secondaire, en 3^{ème} secondaire et en 5^{ème} secondaire.

Ainsi les plannings se sont accordés sur la répartition de leurs animations sur

Molenbeek : il a été proposé que, à partir de l'année scolaire 2017-2018, les PMS et PSE prendraient en charge les 6^{ème} primaire, le planning Leman prendrait en charge une grande partie des 1^{ère} secondaire, le planning Karreveld prendrait en charge une grande partie des 3^{ème}. Les intervenants du planning Rosa devraient être rencontrés pour déterminer dans quels établissements ils désirent poursuivre leurs animations et à quel moment du cursus.

Concernant les 5^{ème} secondaire, sous l'impulsion de Sida'sos, une semaine de sensibilisation EVRAS sera proposée pour l'ensemble des écoles de Molenbeek dès l'année académique 2017- 2018. Cette semaine de sensibilisation permettra de traiter spécifiquement les thèmes relatifs à la contraception, aux IST et aux orientations sexuelles. L'AMO Atout jeune participe activement à la mise en œuvre de cette semaine de sensibilisation (diffuser l'info, mobiliser des partenaires, ...) et sera présente pour accueillir les jeunes tout au long de la semaine.

Dès l'année académique 2017 – 2018, les aspects relatifs à la vie sexuelle étant pris en charge durant la semaine Evras, nous pourrions nous focaliser sur des sujets portant sur la vie affective dans les relations de couple, sur les relations adultes-enfants autour de la vie relationnelle et sexuelle (dans l'objectif de rendre les jeunes conscients que le maintien d'un dialogue en famille à ce niveau est nécessaire à leur sécurité), ainsi que sur les autres thématiques préalablement citées. L'ensemble des sujets traités seront abordés de façon à permettre aux jeunes de se positionner de façon responsable et critique, plus conscients des enjeux liés à leurs comportements.

Au terme de l'année 2017-2018, nous tenterons d'évaluer notre action et les effets du processus relais sur le bien-être affectif, relationnel et sexuel dont témoignent l'ensemble des jeunes de l'école, à travers

- Une analyse des accompagnements et des interventions des jeunes relais au sein de l'école durant les permanences,
- Une analyse quantitative et qualitative des actes portant atteinte à l'intégrité physique ou psychologique observés par l'équipe éducative et de la façon dont ils ont été résolus au sein de l'école avant et après la mise en place des permanences par les relais
- Une analyse des impressions des élèves concernant l'impact de ce processus sur leur bien-être affectif, relationnel et sexuel, sur leur sentiment de sécurité et sur leur sentiment de pouvoir être, ou non, correctement accompagnés s'ils se trouvent face à des difficultés.

PROJETS

JEUNES RELAIS

En chiffre :

À ce jour, 2 groupes relais sont formés : le premier, datant de 2015 comporte 8 jeunes (4 filles – 4 garçons).

Le deuxième, constitué fin 2016 se compose de 6 garçons et de 3 filles qui n'ont pas encore pu suivre l'entièreté du cycle de formation.

Nous avons pu aussi travailler avec 4 jeunes relais au sein de l'école des Ursulines

Pour rappel, nous proposons 3 temps aux jeunes pour permettre de devenir relais :

a) un cycle de formation en animation, communication et développement personnel ainsi qu'une formation aux premiers soins.

b) une implication dans une ou plusieurs actions

c) un accompagnement pour leur permettre un changement effectif sur base des nouvelles expériences qu'ils font avec nous.

En 2016, certains jeunes et relais ont pu partir au Sénégal pour rénover une école. Un autre groupe de relais est parti à Londres. Au-delà des voyages, ces jeunes relais ont pu proposer des animations aux jeunes du quartier, d'autres ont pu faire des sensibilisations ou encore organiser des brocantes ou des fêtes de quartier dans le but de redynamiser notre zone d'action.





ACCUEIL OUVERT

En chiffre :

62 inscrits sur l'année.

Projet Atouts Parc (accueil ouvert pendant les grandes vacances): 140 inscrits

Toussaint, Noël, Pâques: moyenne de 20 à 25 inscrits par petites vacances scolaires

Camps des familles : 52 inscrits

Groupe ado : il y a 18 jeunes en moyenne pour les samedis

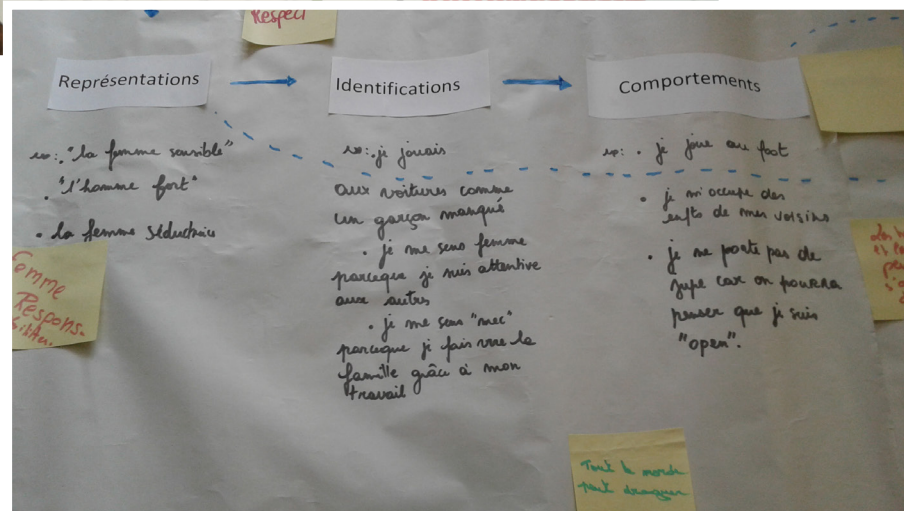




SENSIBILISATION À LA VIE AFFECTIVE

En chiffre :

En 2016, nous avons pu cette année continuer le travail avec 2 classes des Ursulines. Ces jeunes sont en 5^{ème} et 6^{ème} Technique Sociale et d'Animation. À la fin du processus qui dure presque une année scolaire à raison d'une ou deux animations par semaine, les 6^{ème} ont pu animer le 1^{er} degré de leur école concernant des thématiques de la vie affective.



COACHING SCOLAIRE

En chiffre :

Nombre de jeunes inscrits sur l'année 2016 : Entre 17 et 25 jeunes par trimestre

Nombre de fréquentations moyennes par jour : +- 12 jeunes

Outre le fait de continuer 3 jours semaines avec le coaching pour les ados, nous avons pu renforcer une classe d'une école primaire en collaboration avec AtMOsphère pour améliorer la dynamique de classe. Nous avons pu aussi faire plusieurs animations autour du passage en 1^{ère} secondaire dans une classe de 6^{ème} primaire ainsi que des séances d'informations à destination des parents concernant la scolarité et une aide au CEB.



SOUTIEN À LA PARENTALITÉ

En chiffre :

Fle : 17 femmes inscrites

Alpha : 11 participants (5 hommes – 6 femmes)





TRAVAIL DE RUE

En chiffre :

Jeunes en micro projet : projet Sénégal 5 jeunes, projet Londres 4 jeunes, projet Turquie 8 jeunes ce qui fait au total 17 jeunes en projet en 2016

Travail de rue : Le projet « vivre ensemble à la gare de l'Ouest » en partenariat avec l'asbl Boule de Neige et la STIB s'est terminé en juin 2016. En Octobre, nous avons repris le travail de rue avec le projet Beekkant. Ainsi, nous avons pu rencontrer 15 jeunes en moyenne par jour, pour un total de plus de 150 jeunes en fin 2016. Nous avons un suivi régulier avec 22 jeunes dont 10 de moins de 18 ans et 12 de plus de 18 ans.





NOS RÉSEAUX

LE COLLECTIF DES AMO

Le collectif des AMO de Bruxelles continue d'être une plateforme d'échange d'informations et de construction de stratégies commune.

LA MAISON DES HABITANTS

Depuis janvier 2014, nous partageons des locaux situés au 126, rue Osseghem en partenariat avec d'autres associations de quartier comme « Pas de Côté », « Molenbabbel », « MolenBesace », « Lire et écrire », « GasMoLegume » et le jardin collectif du parc Marie-José.

Cette maison existe grâce à l'initiative de différents acteurs, les associations qui se sont constituées en collectif, et dont Atouts Jeunes fait partie, ainsi que grâce au Logement Molenbeekois, qui a mis le bâtiment à disposition.

Nous y organisons l'accueil durant les mercredis après-midi, durant les samedis, et durant les vacances scolaires. La MdH est un endroit important de cohésion sociale dans le quartier autour du parc des Muses.

Malheureusement, ce projet a pris fin en décembre 2016 dû à la rénovation imminente du bâtiment.

LA COHÉSION SOCIALE DE MOLENBEEK

Avec son projet de soutien à la parentalité, Atouts Jeunes s'est inscrit dans le contrat communal de la cohésion sociale en tant qu'opérateur d'une action de « vivre ensemble ».



